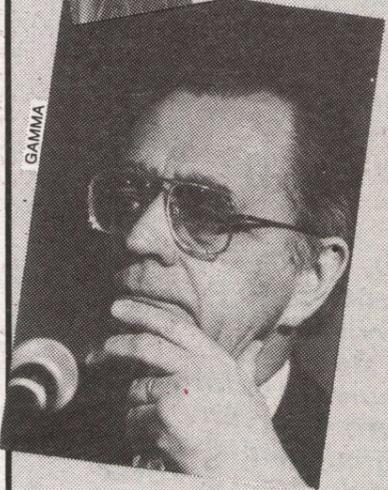


Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 113 - 7 octobre 1989 - prix : 8 F

oui, Calvet, Rocard, Bérégovoy, LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSENT PLUS FAIRE !



M 6189 - 1113 - 8,00 F
3796189008001 11130
GAMMA

Oui, Calvet, Rocard, Bérégovoy,

LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSENT PLUS FAIRE !

La grève continue chez Peugeot, mais pas seulement là : de son côté, le mouvement des agents des Impôts ne cesse de s'élargir à de nouveaux secteurs. Leur manifestation nationale, jeudi 5 octobre, en a été le témoignage. Rocard a dû reconnaître la gêne que ce conflit entraîne pour le gouvernement, privé d'un certain nombre de recettes fiscales, et surtout préoccupé par un possible élargissement du conflit. Le ministre des Finances, Bérégovoy, a dû promettre d'ouvrir avec les syndicats de son administration ce « dialogue » que, depuis près d'un mois, il recommandait... au PDG de Peugeot. Mais apparemment, pas plus aux Impôts que chez Peugeot, il ne suffit de faire semblant de « dialoguer » pour faire cesser les grèves.

Chez Peugeot, la direction a bien accepté de recevoir des représentants syndicaux. Mais c'était seulement pour leur mettre un marché en main : qu'ils s'engagent à convaincre les ouvriers en grève d'évacuer les usines, en particulier la forge de Peugeot-Mulhouse qu'ils occupent, en échange... de la promesse de négocier. Les dirigeants syndicaux ne demandaient que ça, mais les ouvriers ne l'ont pas entendu ainsi et ont fait échouer la manœuvre. La grève continue, et l'occupation de la forge avec !

Eh oui, les travailleurs ont appris à être méfiants et, s'il veut voir la grève finir dans ses usines, le PDG de Peugeot devra lâcher plus tôt qu'une vague promesse de discuter plus tard. Les travailleurs qui sont en lutte depuis quatre ou cinq semaines ne sont pas prêts à laisser enterrer ainsi leur mouvement. Ils sont bien conscients que leur force est dans leur mobilisation, dans leur grève. C'est grâce à celle-ci que, depuis un mois, tout le monde fait semblant de s'apercevoir qu'il y a en France des ouvriers payés 5 000 F par mois. C'est grâce à leur grève si le problème des salaires a été mis à l'ordre du jour et si le patronat, qui s'était habitué à se réjouir sur tous les tons des profits records qu'il encaisse, y a soudain mis une sourdine inquiète, dans la peur de devoir en céder une partie. Car le patronat comme le gouvernement redoutent l'extension des revendications salariales. Ils savent bien que les revendications des travailleurs de Peugeot, ou des Impôts, sont partagées par tous les travailleurs du pays se sentent du côté de ceux de Peugeot.

★ ★ ★

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

Rocard, quoi qu'il en dise, a face aux travailleurs en grève une attitude au moins aussi rigide que celle du PDG de Peugeot, et cela se voit de plus en plus. Son ministre de la Justice en a donné l'exemple avec les gardiens de prison en utilisant contre eux l'arme de la révocation. Mais le gouvernement n'est guère plus compréhensif avec les autres.

Car Rocard a beau donner du haut de la tribune de l'Assemblée des leçons de « dialogue » à Calvet, il ne veut pas que le patronat l'accuse de manquer de fermeté ou d'avoir donné le mauvais exemple en faisant des concessions aux fonctionnaires en grève. C'est pourquoi, s'il brandit la promesse d'une prime de 1 000 F pour les fonctionnaires, c'est pour préciser en même temps que ce sera une « prime de croissance » et non une « prime de conflit » et que, si des négociations s'ouvrent avec les agents des Impôts, ce sera pour parler du « qualitatif » et non du « quantitatif ». Bref, pour lui, « ouvrir le dialogue » signifie accepter de bavarder, mais pas de céder quoi que ce soit.

Le problème est que, justement, cela ne satisfait pas les grévistes des

Impôts. Eux aussi sont en grève pour les salaires et ne sont pas prêts de se contenter de paroles. Et si l'on peut facilement envoyer des gendarmes surveiller des détenus à la place des gardiens de prison, il est plus difficile de leur faire faire la comptabilité des Finances ou de leur faire fabriquer des voitures.

Alors, ces conflits sociaux durent et un Rocard ne trouve pas plus les moyens d'en sortir qu'un Calvet. Car l'un et l'autre ont à faire à des travailleurs qui ne veulent pas lâcher la proie pour l'ombre ni arrêter leur mouvement, simplement parce qu'on leur promet de bavarder avec des représentants syndicaux qui n'ont jamais décidé de la grève mais seraient prêts à décider de l'arrêter.

★ ★ ★

La partie n'est pas gagnée, ni pour le gouvernement ni pour le patronat. Sans doute, elle ne l'est pas non plus pour les travailleurs, du moins pas encore. Mais ceux-ci ont marqué des points, ne serait-ce qu'en faisant vivre leur mouvement, en lui faisant surmonter les obstacles et déjouer les pièges placés par le gouvernement et les patrons. Ceux-ci s'étaient habitués, depuis des années, à faire face à des travailleurs que la crise, la peur du chômage, la politique anti-ouvrière des partis de gauche ayant leur confiance avaient plongés dans la résignation. Il faudra peut-être qu'ils s'habituent, maintenant, à affronter des travailleurs instruits par l'expérience, décidés à ne plus s'en laisser conter, et de plus en plus conscients de la force qu'ils peuvent représenter quand ils sont en lutte. Dur retour des choses pour des patrons et des ministres qui croyaient presque à leurs propres discours sur la disparition de la lutte de classe !

Gardiens de prison, agents des Impôts...

ROCARD, COMME CALVET, DEVRA PAYER



(AFP)

Confrontés au conflit Peugeot, ministres et dirigeants socialistes n'avaient qu'un seul mot à la bouche : «le dialogue ! le dialogue !». A les entendre c'étaient les méthodes de Calvet, ce PDG qui en serait resté au 19^e siècle en matière de relations sociales, qui seraient la cause sinon de la grève du moins de la prolongation du conflit chez Peugeot. Eh bien, Calvet a fait école auprès de ce même gouvernement.

C'est même de façon spectaculaire qu'Arpaillange, le ministre de la Justice, a choisi l'épreuve de force en déclarant d'emblée aux gardiens de prison qu'il exigeait la reprise du travail avant toute négociation. Et pour appuyer ses dires, il envoyait des centaines de lettres de révocation dès les premiers dépôts de clefs. Ce

qui a eu pour effet d'étendre le mouvement dans un premier temps. Mais après les avoir fait remplacer par des CRS, des gendarmes et des militaires, le gouvernement a amené le principal syndicat des gardiens de prison, Force Ouvrière, à capituler et à appeler à reprendre le travail sans préalable.

Rocard, lui, appuyait l'attitude de son ministre, insistant sur le fait que les «surveillants n'ont pas le droit de grève» et rappelant à ce propos à France Inter, vendredi 29 septembre, que «dans l'histoire de la pénitencière, on ne connaît qu'une seule grève, en 1957 et, là aussi, l'Etat n'avait pas failli, il avait fallu révoquer».

Evidemment, face à la grève des gardiens de prison, Rocard peut jouer la fermeté. Il peut même sans trop de

risques chercher à faire un exemple de son intransigeance face à cette catégorie de fonctionnaires qui n'est effectivement pas parmi les plus mal payées de la fonction publique (les salaires vont de 7 000 F au début de carrière à 10 000 F en fin); mais surtout parce que cette catégorie n'est pas celle qui a le plus la sympathie de la population. Les gardiens de prison font un sale travail et bon nombre d'entre eux le font même assez salement. Mais ils n'en sont pas moins plus mal payés que leurs collègues de la police, avec lesquels ils revendiquent la parité, et pour les salaires et pour la retraite. Et il ne s'agit pas moins d'un conflit revendicatif, même si la droite et l'extrême droite, influentes dans cette catégorie de personnel, y donnent le ton. En affirmant qu'il ne laissera pas «s'installer la pagaille dans les prisons», Rocard a choisi de faire preuve de sa fermeté, plus que dans le conflit précédent qui l'a opposé à la police ou à la gendarmerie. Et il a même eu le soutien pour le faire d'un connaisseur, un homme de droite, comme Chalandon.

La même attitude prévaut dans le conflit des Impôts, même si cela a soulevé quelques remous parmi les parlementaires du PS, car, à la différence des gardiens de prison, cette catégorie de salariés fait plutôt partie de leur clientèle électorale. Rocard impose la fermeté à Bérégovoy et Charasse, les deux ministres de tutelle. Pour lui, les fonctionnaires des Impôts ont «bénéficié des hausses globales

de salaires de la fonction publique». Durafour a annoncé un petit plus avec la prime de 1 000 F, dite de «croissance», qui devrait être versée aux fonctionnaires d'ici la fin de l'année, soit la somme mirobolante de 83 F par mois. Et Bérégovoy de confier que, dans le domaine des salaires, il ne lui est pas possible de faire plus : «Il ne faut pas casser la machine». Un discours identique à celui du patronat. Voilà ce que Rocard entend, lorsqu'il parle de «partager les fruits de la croissance» ! Pourtant l'Etat a les poches pleines. Comme les patrons du privé. La croissance économique a permis au gouvernement d'augmenter ses rentrées de 90 milliards cette année.

Mais cet argent Rocard préfère cependant en faire cadeau au patronat, aux riches qui vont bénéficier de nouveaux allègements fiscaux : 16,7 milliards sont prévus d'ores et déjà à ce titre dans le prochain budget. Et cela sans compter les commandes d'Etat, dans le domaine militaire, par exemple, qui sont autant de façons déguisées, pour l'Etat, de financer les patrons.

En bloquant les salaires depuis 1982, puis en les désindexant du coût de la vie, les gouvernants ont permis aux patrons d'accroître leurs profits de façon spectaculaire. Les travailleurs, eux, ont des salaires qui ne permettent pas de vivre décemment. C'est pourquoi, c'est devenu une nécessité aujourd'hui pour les travailleurs de revendiquer leur hausse. Et l'Etat-patron comme les patrons tout court devront bien finir par payer.

Cécile BERNIER

CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur :

L'URSS DE LA PERESTROÏKA

VENDREDI 6 OCTOBRE

à 20 h 30 - Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor à PARIS (5^e)

Métro : Maubert-Mutualité

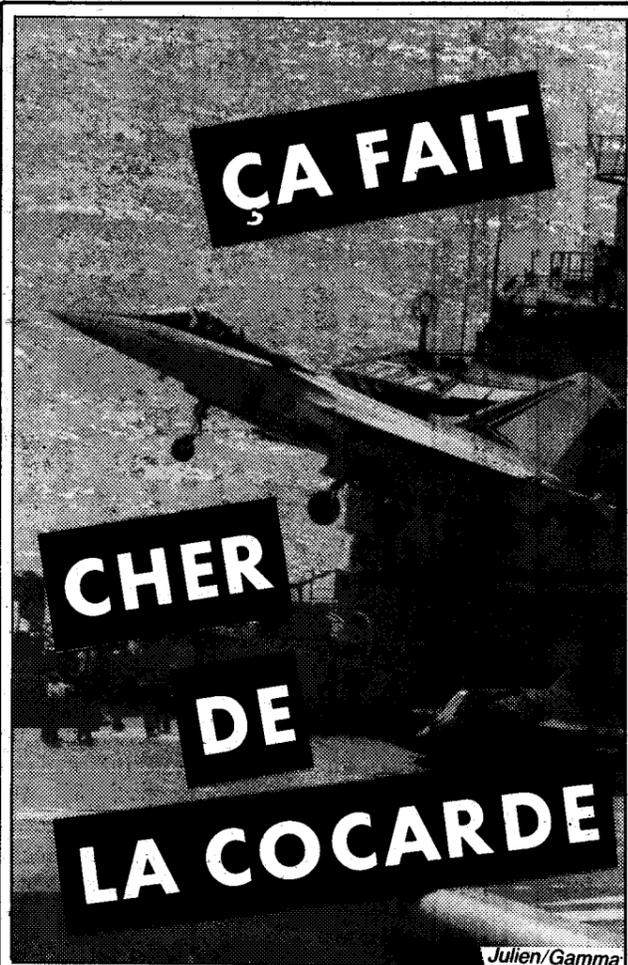
Participation aux frais : 10 F.

Attention : du fait du festival du film organisé à la même date dans les locaux de la Mutualité, notre réunion ne pourra voir lieu comme d'habitude dans la salle «A» ; elle aura lieu dans la salle du premier étage.

A NOS LECTEURS

Afin de permettre à nos lecteurs et à nos militants d'en disposer plus tôt dans la semaine, la parution de Lutte Ouvrière sera désormais avancée d'un jour : elle paraîtra le jeudi au lieu du vendredi.

Cela sera le cas de la semaine prochaine. Alors, rendez-vous dès le jeudi 12 octobre avec Lutte Ouvrière (qui sera datée du 13 octobre).



Julien/Gamma

Il y a deux ans, en 1987, alors que Chirac était Premier ministre, il avait fait voter au Parlement une «loi de programmation militaire» prévoyant que, de 1990 à 1993, l'Etat dépenserait quelque 460 milliards pour renouveler les armements avec lesquels «nos généraux pourront faire joujou dans les années à venir.

Le Parti Socialiste, pour bien montrer que, même dans l'opposition, il aimait les militaires, n'a pas craint de «fayoter» sans vergogne en votant avec la droite et l'extrême-droite (encore représentée au Parlement) en faveur de cette loi de programmation militaire. Mais, de retour au gouvernement, le Parti Socialiste, sur l'injonction de Mitterrand, veut maintenant réviser à la baisse de vingt petits milliards les crédits prévus en en laissant tout de même 440 à la même destination.

Chevènement, une fois n'est pas coutume, a eu du mal à se mettre au garde-à-vous, lui qui aime tant faire plaisir aux généraux. Mais, surmontant ses états d'âme, il est parti quand même à la bataille... dans l'arène du

Parlement, non sans avoir grogné et discuté avant. Il se trouve dans la situation d'infliger une contrariété à ses «chers» militaires - vraiment très chers - à cause des Russes et des Américains. Ce sont eux qui ont commencé à réduire leurs budgets d'armement. Et, si c'est bien peu, c'est tout de même beaucoup plus que ce que Mitterrand demande pour la France.

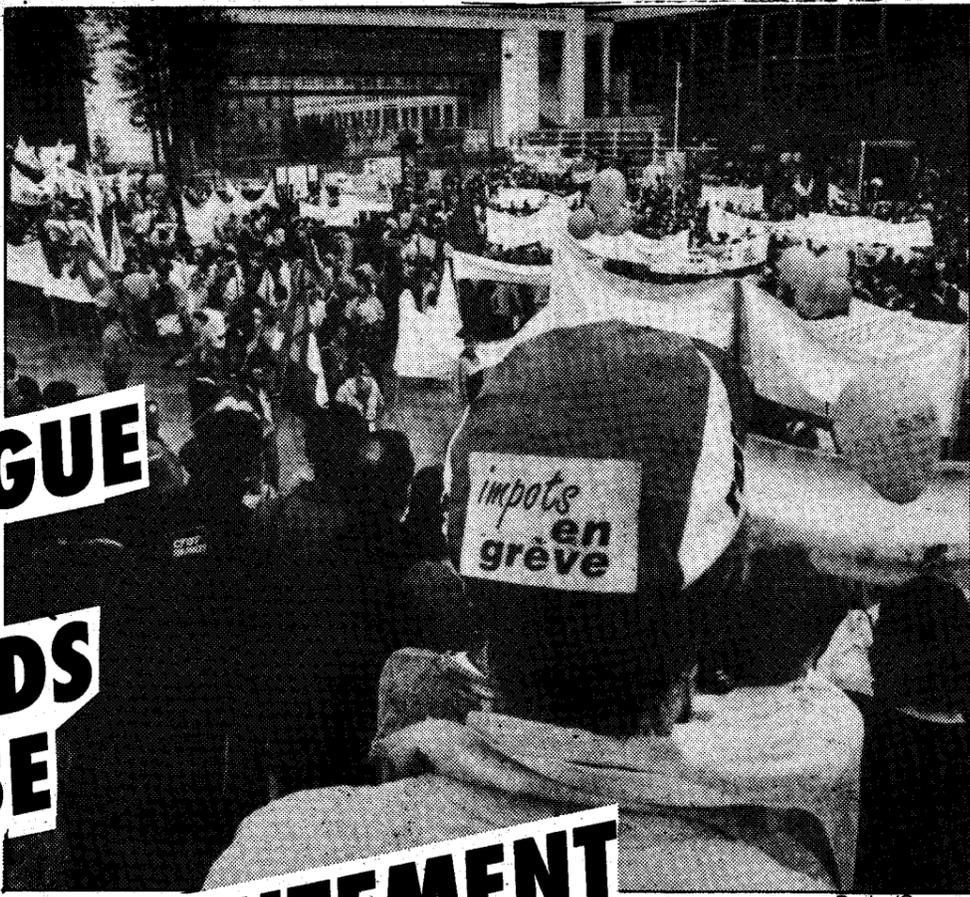
Cela semble tellement peu dans le budget français, que même la droite au Parlement n'arrive pas à se mettre d'accord sur une motion de censure pour désavouer la baisse. Il est vrai que Chevènement - Déroulède, embouchant son clairon, lui a joué sa propre musique, demandant aux «honoraux» parlementaires de la droite, de ne pas «réveiller par des surenchères déplacées les vieux démons, les vieux complices, les frères jumeaux du militantisme et de l'anti-militarisme».

Si ça ne s'est pas entendu dans les sections du Parti Socialiste, c'est qu'il n'y a plus que des sourds.

L.G.

Impôts

LE DIALOGUE DE SOURDS ATTISE LE MÉCONTENTEMENT



Duclos/Gamma

Le conflit qui oppose depuis plusieurs mois les employés des Finances au gouvernement a continué de s'étendre.

Tandis qu'une série d'opérations sont bloquées dans de nombreux départements (recouvrement de la TVA, recettes fiscales des particuliers, services du cadastre, des hypothèques, des mesures ainsi que certaines opérations douanières) des mouvements de grève totale reconductible chaque jour se multiplient. Des départements comme le Nord, le Pas-de-Calais et le Midi en général sont par-

ticulièrement touchés.

Les fédérations syndicales qui ont convoqué une manifestation nationale à Paris, jeudi 5 octobre, préciseront sans doute dans la foulée si elles envisagent d'appeler à une grève générale des Finances, au cas où le gouvernement leur refuserait toute concession. Mais il est certain que les propositions faites par le gouvernement jusqu'à ce jour ne satisfont pas les employés des Finances.

Le ministre des Finances, Bérégovoy en prétendant ouvrir le dialogue, a annoncé le 3 octobre qu'il était disposé à recevoir les

syndicats. Mais il a précisé qu'il ne céderait rien sur le plan des salaires, ou plus exactement rien d'autre que la «prime de croissance» de 1 000 F (accordée à tous les fonctionnaires) que Rocard a imaginée dans le but de calmer les esprits dans la fonction publique.

Le «dialogue», préconisé par Rocard comme remède préventif et curatif aux conflits sociaux, n'est ici qu'un dialogue de sourds. Et le gouvernement, qui choisit de ne rien céder sur le problème essentiel, compte en réalité qu'à la longue le conflit va s'enliser.

Pourtant celui-ci dure et même s'étend. Et c'est bien ce qui inquiète une partie des élus du Parti Socialiste, qu'on voit protester contre l'intransigeance de Rocard ou Bérégovoy. Ils préféreraient en effet que l'on malmène un peu moins des travailleurs qui sont en grande partie leurs électeurs, même si aucune élection nationale importante n'est en vue. Mais c'est bien tout ce qui les préoccupe !

Et justement, si pour se faire entendre les employés des Finances ont choisi la voie de la lutte, c'est bien parce que c'est plus efficace que de se fier à un député !

Le bon et le méchant

LE CAS RIBOUD ET LE CAS CALVET

Lors de sa prestation à l'émission *l'Heure de vérité*, Antoine Riboud, le PDG de BSN, a fait preuve d'une remarquable bravoure. Il a osé révéler son salaire. Quelle audace ! D'autant que les autres PDG français sont plus discrets. Par pudeur à l'égard de leurs salariés, invités depuis des années à ne pas prendre la responsabilité de mettre en cause l'équilibre, toujours fragile, expliquent-ils, de l'entreprise ? Parce qu'ils auraient honte des salaires

de misère qu'ils touchent, comparés à ceux de leurs collègues d'autres pays, comme les USA où le PDG de General Motors touche en un mois ce que Riboud touche en un an ? Le fait est qu'ils cachent leur déclaration d'impôts comme on cacherait certaines maladies.

Une exception : Riboud qui, lui, l'exhibe. Il est fier d'annoncer qu'il gagne 5 790 000 F par an, ce qui fait plus de 480 000 F par mois, 48 millions de centi-

mes. Là-dessus le fisc, féroce, lui prend 55 %, ce qui fait qu'il ne lui reste qu'un peu plus de 200 000 F par mois pour joindre les deux bouts. Mais il n'en fait pas un drame. Il est social. Il est tout sucre - on n'est pas le roi de l'agro-alimentaire français pour rien - avec ses ouvriers à qui il sait donner la pièce sous forme de participation. Il préfère «des syndicats forts» car dit-il, «la classe ouvrière a besoin de courroies de trans-

mission» pour pallier l'«ignorance économique» qui serait la sienne. Monsieur est vraiment trop bon avec le petit personnel !

Un vrai conte pour enfants. D'un côté la bonne fée Riboud, de l'autre la vilaine sorcière Calvet.

BSN ne vend pas seulement des petits beurres, des pâtes, de la bière et autres aliments. Il vend des salades, assaisonnées d'eau sucrée à la place de vinaigre. Difficile à digérer !

Jean-Pierre VIAL

PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE

Poher a maintenu sa candidature à la présidence du Sénat. Peu de gens savent à quoi ça sert. Mais Poher, lui, le sait : c'est bien chauffé, confortable, la salle est ornée de belles statues, ses collègues parlent d'une voix feutrée et la cuisine est bonne. En étant président, il est même un des rares à avoir l'impression de faire quelque chose.

Par-dessus le marché, pour cette résidence dorée, ce n'est pas lui qui paie : c'est nous. On comprend qu'il s'accroche.

CHÔMAGE SANS LOISIRS

C'était, nous avait-on expliqué, pour remplacer les milliers d'emplois supprimés dans la sidérurgie qu'à Hagondange en Moselle avait été implanté un parc de loisirs sur le thème des "Stroumpfs". Aujourd'hui, on y annonce 362 licenciements sur 654 salariés. 1,8 million de visiteurs étaient attendus, il n'y en aurait eu qu'un million.

Après avoir empoché les primes d'installation, il ne reste plus à la société propriétaire du parc qu'à faire comme les magnats de la sidérurgie : réclamer l'aide de l'Etat pour payer les indemnités de licenciement.

LE FAIT DU PRINCE

C'est par "haute courtoisie internationale" que le ministre du Budget, Michel Charasse (celui qui refuse satisfaction aux revendications de ses employés), a consenti au roi Hussein de Jordanie l'exonération de l'impôt sur la fortune, de la taxe à l'habitation et des droits de mutations pour une propriété qu'il a acquise du côté de Nice.

Bien des contribuables qui viennent de recevoir leur notification de paiement pour leurs impôts locaux apprécieraient eux aussi un "acte de haute courtoisie", même en tant que roturiers.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• A ROUEN

Dimanche 15 octobre à partir de midi. Salle des fêtes de Petit-Couronne.

• A TOURS

Samedi 21 octobre de 14 h à 24 h. Salle de la Pléiade à La Riche.

INTERDICTION DES GRÈVES

GORBATCHEV PROPOSE, LES TRAVAILLEURS DISPOSENT

C'est, selon ses dires, "pour protéger le processus de démocratisation" que Gorbatchev a proposé au Soviet Suprême d'interdire les grèves pour une durée de 15 mois, dans les secteurs stratégiques de l'économie.

Selon le texte voté par les députés, les "arrêts collectifs de travail" sont ainsi déclarés illégaux dans les transports, l'énergie, la métallurgie et les activités de maintenance. Il s'agit pour le pouvoir de mettre un coup d'arrêt à l'exercice d'un droit que les travailleurs soviétiques étaient de plus en plus nombreux à découvrir. La presse soviétique a ainsi recensé, pour les six premiers mois de cette année, deux millions de jours de travail "perdus" pour fait de grève, soit une moyenne journalière de 15 000 grévistes !

Cela faisait déjà plusieurs mois que les autorités discutaient d'une réglementation du droit de grève. En pleine grève des mineurs, cet été, le journal du Soviet Suprême, les *Izvestia*, demandait l'adoption d'une telle loi et ajoutait, en invoquant l'exemple de pays comme la France, que l'on devrait limiter ce droit, voire l'interdire à de nombreuses catégories de travailleurs, au nom du service public notamment. Le projet de Gorbatchev n'a donc rien d'inattendu.

Mais aujourd'hui, ce qui change quand même pas mal de choses, c'est la dramatisation, voulue par Gorbatchev, d'une mesure présentée comme répondant à une situation exceptionnelle : celle d'une Arménie asphyxiée depuis plus d'un mois par une grève, inspirée par les nationalistes d'Azerbaïdjan, dans les chemins de fer. Cette grève, que rien ne semblait pouvoir faire cesser, obligeait tôt ou tard Gorbatchev à ne plus laisser ainsi bafouer l'ordre, celui du régime dont il est le représentant.

Quel effet des mesures "d'exception", avec recours à l'armée, peuvent avoir dans le Caucase ? C'est l'avenir qui le dira. Mais il est aussi évident que cette situation peut donner un prétexte à Gorbatchev pour prendre des mesures de réquisition contre des grévistes, alors même qu'on parle, ailleurs que dans le Caucase, d'appel à des grèves dans les transports.

LE CAS DES TRANSPORTS

Cet été, quand en pleine grève des mineurs Gorbatchev, à la télévision, fit allusion à un risque de grève dans les chemins de fer, c'était, comme aujourd'hui, en menaçant ceux qui passeraient outre à sa mise en garde. Mais, tandis que les autorités faisaient pression en certains endroits pour que les cheminots signent des engagements à ne pas cesser le travail, Gorbatchev entama des négociations. D'une certaine façon, surtout après que les mineurs eurent arraché pour 4 milliards de roubles de concessions, le pouvoir sembla avoir reculé. Et cela encouragea des travailleurs,

ailleurs, à les imiter. Ainsi, alors que préventivement on a relevé fortement les salaires d'embauche dans certains transports en commun urbains, en septembre à Moscou on apprit la création d'un comité de grève dans le métro. Et ces derniers jours il a été fait écho à une grève possible dans ce même métro.

Il ne déplaît pas à Gorbatchev, au moment où les

"conservateurs" de l'appareil l'accusent de favoriser le chaos, d'avoir l'air de ne pas être un partisan des grèves, en particulier de ne pas les laisser s'installer dans les transports. La désorganisation notoire de ceux-ci reflète d'ailleurs assez bien la crise qui secoue toute l'économie soviétique. Ces derniers mois en effet, la presse a multiplié les reportages sur les gares en ruines, les convois "perdus" on ne

sait où, les portions du réseau laissées à l'abandon faute d'investissements et de personnel. Même le BAM (ce second transsibérien lancé sous Brejnev) a été décrit comme un échec, techniquement et plus encore quant aux conditions de travail et de vie des cheminots, le long de cette voie dite de prestige.

INTIMIDER LES TRAVAILLEURS

Pour l'instant, il semble que le vote de cette loi anti-grève vise d'abord à intimider les travailleurs - et pas seulement ceux des transports, même si ce secteur est vital - au moment où la dégradation de l'économie, maintes fois décrite par la presse et les dirigeants du régime comme allant en empirant, risque de provoquer de nouveaux mouvements de protestation ouvrière. Surtout après l'adoption par le Soviet Suprême d'un véritable programme d'austérité.

Mais en même temps, ce durcissement du ton adopté par Gorbatchev a pour but de montrer à la masse des bureaucrates que le "patron" sait taper du poing sur la

table, qu'il n'est pas ce "réformateur" plus ou moins irresponsable et donc dangereux, que dépeignent les "conservateurs" de l'appareil.

Gorbatchev, au moment de la grève des mineurs de cet été, ne s'était pas présenté comme un adversaire des grèves. Il avait au contraire tenté d'utiliser le mouvement contre les "conservateurs", pour prouver au pays que des changements, tant de politique économique que de personnel politique, étaient nécessaires et urgents. Mais aujourd'hui il utilise les grévistes de l'Azerbaïdjan ou ceux des autres causes nationalistes contre les grévistes potentiels qui auraient, eux, comme objectif de résister à un nouveau serrage de ceinture pour la population ouvrière de l'ensemble du pays.

C'est là toute la méthode de gouvernement de Gorbatchev, lui qui s'appuie tantôt sur un camp, tantôt sur un autre, pour apparaître en tant qu'arbitre et finalement pour gouverner de façon à sauvegarder l'essentiel des privilèges de la caste des bureaucrates. *

Il n'est pas impossible que Gorbatchev réussisse à désarmer pour un temps la combativité ouvrière. Peut-être moins d'ailleurs par la menace que par une sorte de chantage : en exerçant une pression sur l'opinion publique à laquelle on présentera - comme en 1988 durant les grèves "arméniennes", ou cet été pendant celles des mines - les grévistes comme des "saboteurs" ou des "affameurs".

Mais si, pour Gorbatchev et la bureaucratie, "resserrer les boulons" de l'économie et "serrer la vis" aux travailleurs vont de pair, les travailleurs soviétiques semblent résister au moins autant que l'économie aux initiatives du Kremlin. Et, droit de grève ou pas, les travailleurs soviétiques ont montré depuis quelque temps qu'ils entendaient de moins en moins faire les frais d'une gabegie et d'une crise dans lesquelles ils ne portent aucune responsabilité.

Patrick LAFFONT



Les coopératives sur la sellette

Les coopératives, et plus particulièrement les coopératives commerciales, autorisées depuis deux ans, font l'objet de violentes critiques de la part de la population. En effet, ces petites entreprises privées affichent souvent une prospérité insolente, en même temps que des prix - pour des mêmes marchandises - bien plus élevés que dans les magasins d'Etat.

Cela suscite d'autant plus d'indignation qu'il est connu que ces commerçants assèchent le circuit de distribution officielle en achetant en gros, avec la complicité des responsables de ce secteur, des produits de première nécessité, des denrées que l'on

ne peut donc plus se procurer que dans le secteur privé. Cet été, des comités de grève des mineurs avaient ainsi réclamé l'interdiction pure et simple de ces coopératives. Gorbatchev avait alors rejeté cette revendication comme "simpliste". De leur côté, ceux que l'on appelle les "conservateurs" ne se font pas faute depuis des mois d'enfourcher ce cheval de bataille : n'est-ce pas un des aspects les plus visibles des réformes gorbatchéviennes et aussi un des plus choquants pour l'opinion publique soviétique ? Cela permet aux conservateurs d'avoir l'air de se faire les interprètes des petites gens contre les "spéculateurs"

et, d'une certaine façon, contre un Gorbatchev qui a donné le feu vert aux coopératives privées.

Sans doute pour ne pas laisser les "conservateurs" occuper seuls ce terrain, le gouvernement vient donc d'annoncer un projet donnant la possibilité aux autorités locales de "contrôler" l'activité de ces coopératives. Sur la forme, Gorbatchev paraît faire écho au mécontentement populaire, tout en renvoyant la balle dans le camp des bureaucrates locaux, souvent présentés comme partisans des "conservateurs", et dont bien des membres trouvent sans doute leur compte dans les trafics des coopératives ! Sur le fond, Gor-

batchev semble n'avoir rien cédé, lui qui a déclaré "justifié de vouloir ériger des barrières contre ceux qui s'enrichissent illégalement", mais en ajoutant : "et discréditent le mouvement coopératif sans le développement dynamique duquel on ne peut assurer le succès de la pérestroïka".

Dans cette bagarre entre Gorbatchev et les "conservateurs", sur fond de coopératives, les consommateurs comptent peut-être les points, mais plus encore les roubles qui passent de leurs poches à celles des coopérateurs et de leurs "fournisseurs" bien placés et qui, eux, ne manquent de rien...

P. L.

LE PARADIS N'EST NI IL N'EST PAS ENCORE

L'exode des Allemands de l'Est vers l'Ouest continue. Mais cette fois, à la différence des milliers d'autres qui les avaient précédés quelques semaines plus tôt, ils ont pu le faire avec l'accord du gouvernement est-allemand. Ce dernier en effet s'est décidé à consentir à ces départs, dans «un souci humanitaire», selon ses propres termes.

Comme si cela ne devrait pas aller de soi que des hommes et des femmes puissent quitter un pays où ils ne veulent plus vivre ! Quant à en changer, bien heureux ceux qui, comme les Allemands de l'Est, ont un pays d'accueil. Ce n'est pas le cas des boat-people

ou plus simplement des Africains qui voudraient venir en Europe (y compris en Allemagne) ou des habitants de l'Amérique latine qui voudraient bien aller vivre aux Etats-Unis.

Les dirigeants des pays occidentaux, et en particulier ceux de l'Allemagne de l'Ouest, ont beau jeu, par contraste, de se présenter comme les représentants de régimes accueillants, remplis de toutes les vertus. Il ne faut pas y regarder de trop près, car dans cette affaire leur attitude est loin d'être désintéressée.

Mais s'ils peuvent donner d'eux-mêmes cette image apparemment généreuse, c'est parce qu'ils sont à la

tête de ces quelques pays riches qui ont drainé vers leur territoire la plus grande partie des richesses produites sur la planète. Pays riches, cela ne signifie pas que tous ceux qui y vivent le soient, mais simplement qu'il s'y trouve une classe de gens disposant de capitaux considérables, et que les classes laborieuses y ont – parfois mais pas toujours – un sort un peu meilleur que dans le reste du monde. Et du coup, il y règne un peu plus de libertés qu'ailleurs.

Mais, même dans ces pays-là, on n'est pas libre de la même façon lorsqu'on s'appelle Thyssen ou qu'on est un ouvrier, turc ou tout simplement allemand, dans les

FUITE À L'OUEST POUSSÉE VERS L'EST

A peine les quelque 6 000 premiers réfugiés de l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest en Tchécoslovaquie venaient-ils d'être évacués par trains spéciaux, à travers le territoire de l'Allemagne de l'Est et avec l'aval de ses autorités, que les jardins de l'ambassade s'emplissaient à nouveau. Deux jours plus tard, ils étaient 4 500 à l'intérieur et plus d'un millier à l'extérieur. Et il ne cessait d'en arriver de nouveaux. Une seconde fois, le gouvernement de RDA a donc dû annoncer qu'il allait organiser leur transfert, toujours en vertu de «raisons humanitaires», vers la RFA, à travers son territoire et avec ses chemins de fer.

Dans le même temps, la contestation à l'intérieur même de la RDA s'amplifiait. Les groupes oppositionnels s'affirment, en particulier autour de l'Eglise évangéliste, mais aussi dans le parti unique SED, et cherchent à se faire reconnaître légalement. A Leipzig, plusieurs manifestations de rue ont eu lieu, et la dernière en date aurait rassemblé plus de 10 000 personnes, se déroulant aux slogans de «Liberté, égalité, fraternité», aux cris de «Gorby, Gorby», et au son de l'Internationale. Les manifestants se démarquent de ceux qui quittent l'Allemagne de l'Est et se donnent, eux, l'objectif de lutter pour desserrer le carcan du régime. Les dernières manifestations, sans être autorisées, ont cependant bénéficié d'une certaine tolérance, les forces de police n'intervenant qu'à la fin.

Est-ce la pression de Gorbatchev lui-même, lui qui doit arriver en RDA pour le 40^e anniversaire de la fondation de l'Etat, qui a fait céder le gouvernement est-allemand ? L'image donnée par la RDA – où rien ne semble changer et d'où une minorité de citoyens, mais en nombre grandissant, fuit le pays, invoquant l'impossibilité de faire évoluer le régime – ne correspond pas, sans nul doute, à la politique choisie par Gorbatchev et son équipe dans le cadre de la détente Est-Ouest. Et nul doute que les dirigeants du Kremlin disposent toujours d'une influence sur le régime de la RDA, en dépit des désaccords affichés sur l'évolution du prétendu «socialisme» de ces pays. Mais la volonté de Gorbatchev n'explique sûrement pas tout.

Le déroulement des événements actuels, le transfert

par la RDA des émigrants illégaux et l'apparition d'une opposition interne, qui se manifeste de plus en plus ouvertement, attestent qu'une évolution se dessine sous les pressions conjuguées de l'Allemagne de l'Ouest et des pays occidentaux d'une part, de l'URSS de Gorbatchev d'autre part. Cela quand bien même, après les festivités du 40^e anniversaire de la RDA, on devrait assister à un nouveau durcissement.

Les dirigeants de la RDA ne sont pas eux-mêmes fondamentalement opposés à un développement des relations entre les deux Allemagnes. A preuve qu'ils ont ces dernières années accepté des facilités pour la circulation des personnes (l'émigration légale est plus importante en nombre que l'émigration illégale, même cette année), comme pour celle des mar-

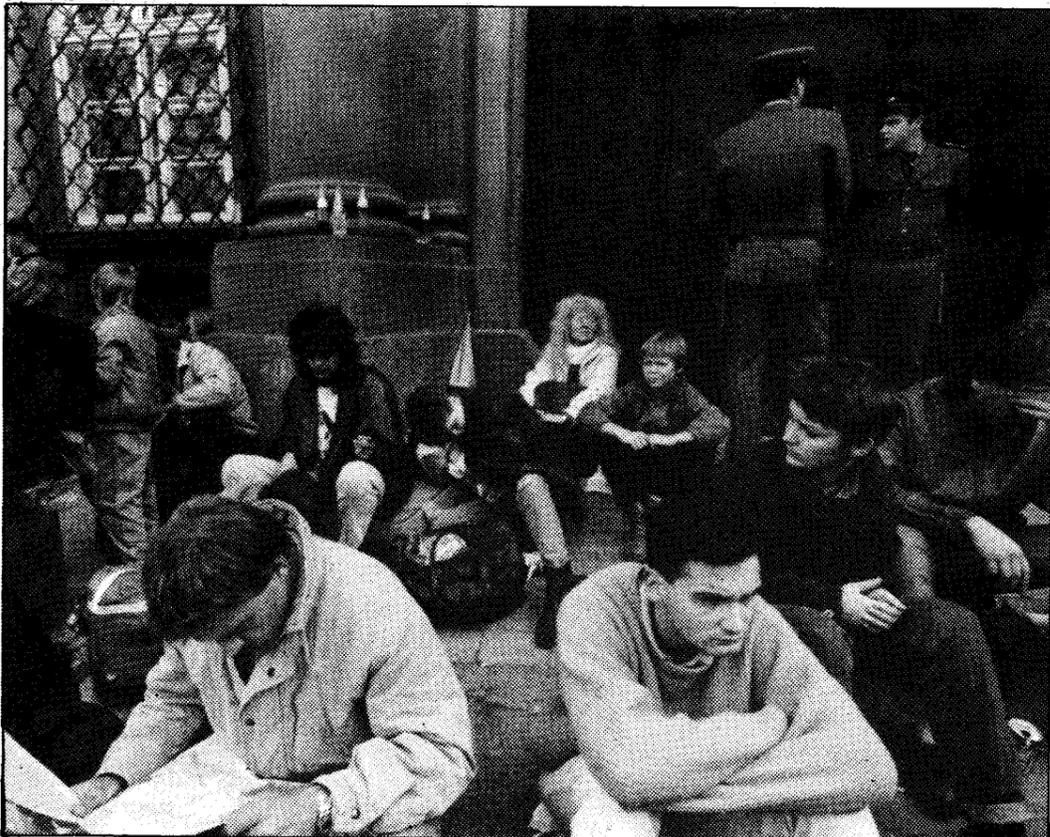
chandises, les droits de douane entre les deux Etats allemands étant pratiquement supprimés et le commerce toujours plus florissant. Mais les dirigeants de l'Allemagne de l'Est ne voudraient surtout pas que le processus leur échappe et puisse menacer la stabilité de leur pouvoir.

L'accroissement brusque de l'émigration illégale cette année fait pression sur eux en même temps qu'il sert les intérêts de l'Allemagne de l'Ouest. Pour les dirigeants de Bonn, il n'est bien sûr pas question de vider l'Allemagne de l'Est pour la réinstaller de l'autre côté du rideau de fer – ce qui, comme l'a dit un politicien ouest-allemand, risquerait de déstabiliser plus la RFA que la RDA. Mais quelques centaines de milliers de nouveaux venus, parlant allemand, formés professionnellement et techniquement, et surtout

D'UNE
ALLEMAGNE
À L'AUTRE

Allemands de l'Est réfugiés à l'ambassade de RFA à Prague attendant leur départ.

Hives/Gamma



À L'EST, NI À L'OUEST DE CE MONDE

aciéries de ce monsieur. Et ici, en France, on n'est pas logé à la même enseigne quand on est M. Calvet ou un de «ses» ouvriers de Peugeot. Sans parler du sort des pauvres dans des pays comme le Brésil, l'Argentine, le Mexique, la Turquie, l'Afrique du Sud et bien d'autres, qui font eux aussi partie de ce monde que les journalistes appellent le «monde libre» pour l'opposer aux pays de l'Est.

Ceci dit, l'absence de liberté en Allemagne de l'Est disqualifie sans appel le régime qui règne en RDA. Dans ce pays, comme dans les autres pays de l'Est, domine une caste de bureaucrates qui, pour asseoir et

maintenir ses privilèges, a privé depuis des décennies la population de toutes ses libertés.

«Voilà qui illustrerait la faillite du communisme», nous dit-on. Comme si le régime de l'Allemagne de l'Est avait quelque chose à voir avec le communisme ! Il en a l'étiquette, mais il n'en est qu'une sinistre caricature. Le communisme ce n'est pas et cela ne peut être l'absence de liberté. Ce serait au contraire une société dans laquelle la vie serait réellement et totalement démocratique, parce que la loi et les institutions n'y serviraient plus à favoriser une minorité de riches et d'exploiteurs, au détriment de la majorité.

Mais le spectacle désolant que nous offrent les pays de l'Est ne justifie pas, loin s'en faut, le capitalisme. Il y a un autre choix pour les travailleurs que de chercher, parmi les exploités et les oppresseurs, lesquels seraient les moins mauvais pour eux.

Il y a le choix d'agir pour une société débarrassée à la fois de l'emprise des bureaucrates et de la domination des capitalistes. Une société qui mettrait réellement toutes les richesses produites au service de tous.

(Editorial des bulletins d'entreprise - du 2 octobre).

POLOGNE

«SOLIDARITÉ» ANTI- OUVRIÈRE

pas exigeants sur le plan des salaires, c'est une aubaine pour le patronat ouest-allemand, en cette période de croissance industrielle où tous les moyens sont bons pour contenir la pression revendicative de la classe ouvrière. Et c'est aussi en même temps une pression sur le gouvernement d'Allemagne de l'Est pour l'obliger à «libéraliser», c'est-à-dire à s'ouvrir encore plus à l'Occident, donc à la pénétration des capitaux ouest-allemands en particulier.

Certes, ceux qui fuient l'Allemagne de l'Est ou ceux qui manifestent pour qu'elle adopte au plus vite les méthodes économiques et politiques des régimes occidentaux sont persuadés qu'ils se battent pour leur liberté en se battant pour l'ouverture au capital occidental. Et on comprend l'instinct qui les pousse à s'opposer, même si c'est de cette façon, à cette dictature qui, usurpant l'étiquette «communiste», les opprime en tentant de cacher son visage hideux. De tels régimes ont fait perdre le nord à plus d'un. Le chemin de l'Occident, celui du capitalisme, accompagné de ses tares et de ses iniquités, n'est cependant pas plus le chemin qui mène à la «terre promise».

Louis GUILBERT

Quelques semaines après avoir été formé, et comme il l'avait d'ailleurs clairement laissé entendre, le nouveau gouvernement polonais de Mazowiecki, ce gouvernement issu de Solidarité, vient de présenter un plan d'austérité.

Parmi les mesures annoncées, il y a des sévères hausses de prix, une réduction du rythme d'augmentation des salaires (alors que l'inflation atteint 200 % par an) et une série de dévaluations monétaires. Déjà plusieurs hausses de prix ont porté sur des produits courants : fromage 100 %, essence 50 %, etc. D'autres auront lieu sur la viande, les produits laitiers, etc. Le prix du charbon devrait doubler, et avec lui les tarifs du gaz et de l'électricité. Et cela parce que

l'Etat va cesser, parfois progressivement, parfois d'un seul coup, de subventionner certains produits.

Conformément à un accord passé avec le FMI, le tristement célèbre Fonds Monétaire International, en vue de rééchelonner l'énorme dette extérieure du pays (39 milliards de dollars) et d'obtenir de nouveaux prêts, l'Etat doit diminuer ses dépenses. Pour gagner de l'argent, il va également privatiser des entreprises petites et moyennes et fermer celles des grosses qui sont en déficit.

Bref, si les plus riches des Polonais, et notamment des bureaucrates, vont trouver là matière à s'enrichir encore plus, souvent en devenant patrons, pour les ouvriers l'avenir s'an-

nonce de plus en plus sombre, avec une réduction de leur niveau de vie et sans doute le développement du chômage.

Au cours des années passées, chaque fois que le pouvoir avait voulu procéder à des augmentations trop importantes des prix, les ouvriers s'étaient révoltés et avaient même fait, au prix de nombreuses victimes souvent, reculer les autorités. Eh bien cette fois, c'est le gouvernement dirigé par Solidarité qui décide des hausses des prix, avec l'espoir que pour une fois il n'y aura pas de révolte.

Il est vrai que Lech Walesa, qui ne fait pas partie du gouvernement, a critiqué ces hausses : «Si les hausses de prix se poursuivent, a-t-il déclaré, il est très

vraisemblable que nous n'arriverons pas à calmer les esprits des travailleurs. A la longue cela pourrait déboucher sur une guerre civile». Walesa joue un double jeu politique : d'un côté ce sont ses amis qui sont au gouvernement, et de l'autre il critique celui-ci. Il se met en position d'être un éventuel recours, au cas où le gouvernement viendrait à être trop déconsidéré, au cas où il ne parviendrait pas «à calmer les esprits des travailleurs».

Ceux-ci en effet sont en droit de se demander à quoi bon avoir changé de gouvernement, et même de régime, si c'était pour en arriver là. Certes, la situation de la Pologne est difficile, chacun le sait. Mais ce n'est pas à cause des ouvriers, tout de même. Ce

ne sont pas eux qui mettent l'économie en péril. Il paraît que le régime précédent, c'était le règne des privilèges, de la gabegie, et de la mauvaise organisation. Alors, pourquoi le nouveau régime reprend-il exactement les mêmes «remèdes» qu'avant ? Pourquoi s'en prend-il encore et toujours aux ouvriers, tout en permettant aux plus riches de s'enrichir encore ?

Espérons que les ouvriers polonais, qui ne se sont laissés «calmer» ni par Gomulka, ni par Gierak, ni même par Jaruzelski, ne se laisseront pas davantage amadouer par Mazowiecki et Walesa.

André VICTOR



Saussier/Gamma

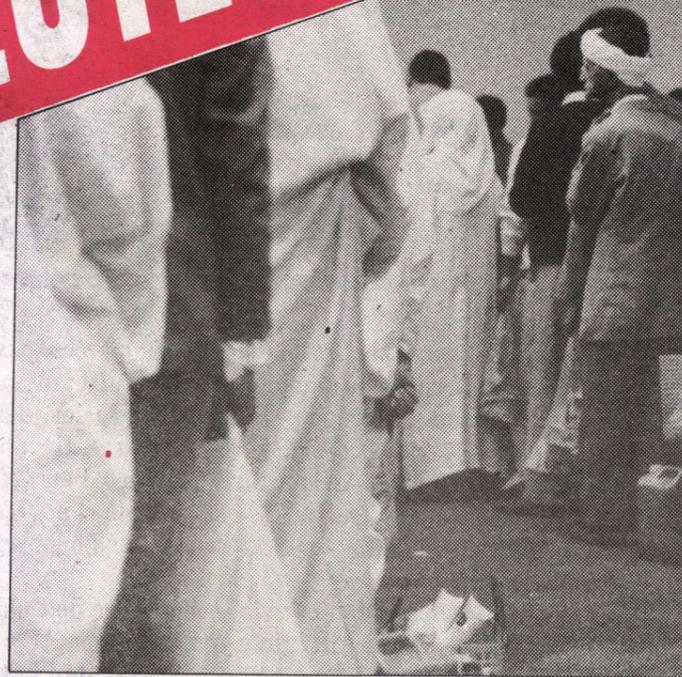
Mazowiecki et Walesa.

OCTOBRE 1988 - OCTOBRE 1989

L'ALGÉRIE UN AN APRÈS LES ÉMEUTES



La jeunesse lors des émeutes de l'an dernier.



Pour le premier anniversaire du 5 octobre 1988, où le gouvernement algérien avait fait tirer sur les jeunes qui manifestaient dans les rues d'Alger, faisant des centaines de morts, le ministère de l'Intérieur algérien a choisi d'autoriser les éventuels rassemblements ou manifestations commémoratives, rappelant seulement par un communiqué à la presse que les organisateurs des rassemblements «*assument leur entière et totale responsabilité*» en cas de débordements.

Il est vrai que le président Chadli est sûr d'avance de rencontrer, en prêchant le calme social, un écho favorable parmi les nouveaux partis dont il a, avec la réforme constitutionnelle de février 1989, autorisé la création. Des partis qui ne voudraient pas voir de nouveaux troubles sociaux perturber le jeu qui leur permet aujourd'hui d'exister légalement, et leur fait espérer pouvoir se tailler demain une petite place dans la gestion des affaires publiques.

Ainsi, pour commémorer ce 5 octobre, le FFS (Front des Forces Socialistes, patronné par l'un des anciens leaders du FLN, Aït Ahmed, emprisonné puis exilé après l'indépendance) appelle à commémorer les morts, «*tous ensemble dans la dignité et la sérénité*», en soulignant sa «*totale*

détermination à préserver la paix civile». Son concurrent direct, le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, animé par des régionalistes kabyles) appelle à commémorer dans «*le calme, la dignité et le recueillement*». «*Recueillement*» qui est aussi le mot d'ordre du mouvement El Ouma, qui se réclame d'un Islam qui «*enseigne la fraternité, l'égalité, la tolérance, la justice sociale et l'amour du travail*».

Quant au PAGS (Parti de l'Avant-Garde Socialiste, ex-Parti Communiste Algérien, qui, lui, avait toujours existé mais vient d'obtenir sa légalisation), il profite de cet anniversaire pour appeler à «*l'unité la plus large autour d'un programme minimum de tous ceux qui veulent sortir le pays de la crise*» : une unité qui devrait comprendre entre autres,

et même en premier lieu, le FLN, le parti du gouvernement qui a fait tirer sur la foule il y a un an.

Mais pour les travailleurs algériens, pour tous les pauvres de ce pays, qu'est-ce qui a vraiment changé depuis le 5 octobre 1988 ? Que leur ont apporté les réformes qu'on leur avait promises, après avoir tiré sur leurs enfants ?

Eh bien, avant tout, ce qui a changé c'est ce que les travailleurs ont pris eux-mêmes : le droit de faire grève. Et toute l'année qui vient de s'écouler a été marquée par une suite de conflits sociaux, des grèves pour des augmentations, pour le limogeage d'un directeur ou d'un fonctionnaire trop corrompu, des manifestations pour des attributions de logements, etc.

Les travailleurs ont aussi pris le droit de dire ouvertement ce qu'ils pensent, de ne plus avoir peur de la Sécurité Militaire, de se débarrasser du contrôle de bureaucrates syndicaux nommés d'en haut. Et cela, c'est bien plus, évidemment, que toutes les réformes entreprises, une tout autre conquête

démocratique que le simulacre de démocratie que promet la nouvelle Constitution octroyée par Chadli.

MULTIPLICATION DES ETIQUETTES ... ET DES PRIX

Au cours de l'été c'est ainsi une dizaine de partis politiques qui ont déposé auprès du gouvernement algérien leur demande d'agrément (cinq pour l'instant l'ont reçu, dont le PAGS). Lors des prochaines élections (ce devrait être les municipales, prévues pour mars 1990) les Algériens auront donc en principe, pour la première fois depuis l'indépendance, un large choix de bulletins sur les présentoirs des bureaux de vote.

Mais dans les présentoirs des magasins d'Etat le choix de marchandises est toujours aussi maigre.

Pour l'huile (l'un des produits subventionnés, avec la semoule, le pain et le sucre), il ne faut pas manquer le jour de l'arrivage dans le magasin d'Etat pour faire provision de quelques bidons, si l'on ne veut pas être contraint de l'acheter

ensuite au marché noir. Les quelques boîtes de conserve qui se battent en duel sur des étagères à moitié vides ont les étiquettes vieilles par un long stockage, on se demande bien où. Quant à la lessive et au savon, ils restent des produits difficiles à saisir.

PENURIES OU MARCHÉ NOIR

Mais la pénurie qui a fait le plus jaser cet été était bien celle des cigarettes. Non pas que les cigarettes soient introuvables en Algérie, puisqu'on en trouve en vente aux coins des rues, aux terrasses des bistrotts. Mais là, les fameuses Marlboro montent à 35, 40, 50 dinars ou même plus le paquet (un dinar algérien vaut, au cours officiel, 0,80 F). Et il ne s'agit pas de Marlboro importées par avion d'Amérique : non, ce sont des cigarettes fabriquées par l'usine algérienne des tabacs, sous licence américaine, mais qui évitent, on ne sait trop par quels détours (facilement imaginables), la distribution légale dans les kiosques, pour aller alimenter le «*trabendo*», c'est-à-dire le marché noir. Ces mêmes Marlboro, d'ailleurs, le touriste ou l'Algérien cossu peuvent se les payer, détaxées, à 7 F le paquet, au «*free-shop*» que le gouvernement algérien a ins-

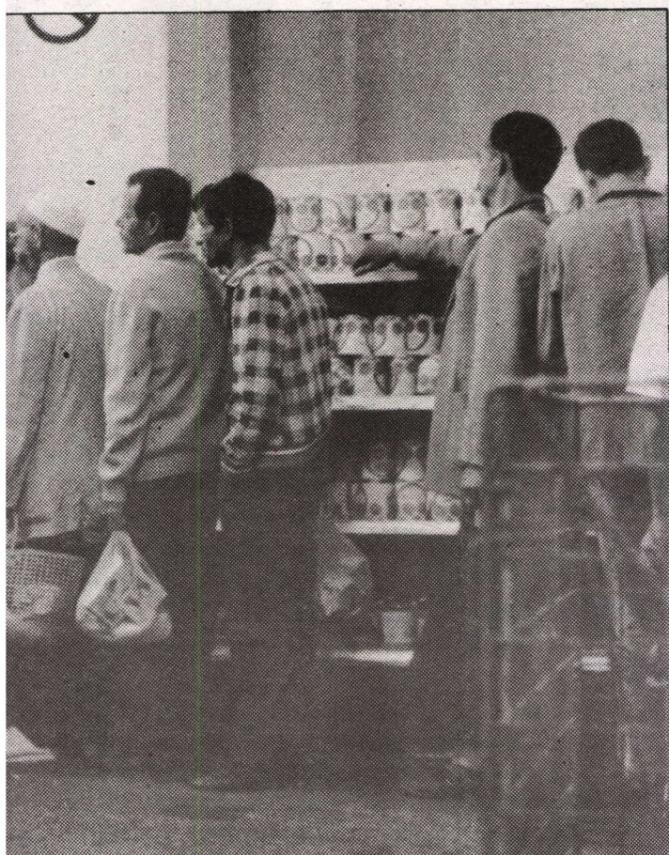
tauré récemment au pied du grand monument aux martyrs de la guerre d'indépendance, et dans lequel l'on ne peut se fournir que si l'on paye en devises étrangères. Et même pour l'Etat, après tout, le «*trabendo*» n'est pas une si mauvaise affaire : début septembre, après un show télévisé du ministre visitant l'usine de tabac, le gouvernement annonçait la réalimentation des bureaux de tabac, mais en profitait pour augmenter le prix des cigarettes ! Ce qui ne les empêchera pas de fuir à nouveau les kiosques légaux pour le marché noir.

LE SMIC A 1200 DINARS, LE KILO DE VIANDE A 150 !

Car, en plus des pénuries périodiques de marchandises de grande consommation, les hausses de prix restent l'un des principaux problèmes pour la population laborieuse. Le SMIC algérien est à 1 200 dinars (soit, au taux de change officiel, l'équivalent de 1 000 F). Un ouvrier mieux payé d'une grande usine peut gagner 1 800 dinars, 2 000 ou 2 500. 4 000 dinars (l'équivalent de 3 300 F) c'est le salaire d'un enseignant, ou le maximum que peut espérer un ouvrier qualifié

• LES GRÈVES D'ENSEIGNANTS ET LES PARTIS POLITIQUES

Il vaut toujours mieux juger les partis aux actes qu'aux paroles. Et la première agitation sociale de la rentrée, les mouvements de grève qui pendant une semaine ont eu lieu dans de nombreux établissements scolaires d'Algérie, constituent un premier petit examen d'entrée des nouveaux partis sur la scène politique.



toujours difficile de se procurer les produits les plus courants.

avec des primes. Or les prix sont bien plus élevés qu'en France, et pas seulement les prix des produits importés : les tomates se vendaient cet été à Alger au prix où on les trouve hors saison à Paris ; le raisin en septembre y approche les 30 dinars au kilo quand on le paye 7 à 8 F ici ; et le kilo de viande y coûte 150 dinars. Seuls les produits subventionnés, pain, semoule, huile et sucre, sont bon marché, ainsi que les loyers des grandes cités style HLM contruites dans les années 1970 avec l'argent de la vente du pétrole, mais où l'on vit souvent à deux ou trois familles dans un appartement, faute de pouvoir trouver un autre logement.

Ces quelques chiffres ne suffisent pas à donner une idée précise du niveau de vie, car il faut compter aussi avec la taille des familles, l'importance du chômage.

Et quand on parle de «pénurie», ce n'est pas tout à fait le mot juste : car on trouve de tout en Algérie, réfrigérateurs, machines à laver, téléviseurs et même antennes paraboliques pour capter les chaînes de télévision françaises. Mais pour acheter par exemple un réfrigérateur produit par la société nationale ELEC, il faut s'inscrire sur une liste d'attente... à

moins d'être prêt à se le procurer au marché noir bien au-dessus du prix officiel.

Mais la bourgeoisie algérienne, elle, étale sans honte son aisance : la liberté d'entreprise, la glorification des affaires ne sont-elles pas la mode du jour ? Et les plantureux bénéfiques du commerce (ou des trafics) se reconvertissent en devises, quitte à devoir les acheter au marché noir à 6 dinars pour 1 franc (au lieu de 1,2) pour importer des marchandises revendues sur place dix fois leur prix, ou bien pour faire des placements à l'étranger.

Alors, depuis le 5 octobre 1988 l'Algérie s'est démocratisée, abandonnant le principe du parti unique, désengageant officiellement l'armée de la vie politique (ou plutôt la faisant sortir du FLN pour la mettre au-dessus des partis). Le président Chadli, comme il le dit dans une récente interview (*El Moudjahid* du 3 octobre), se veut lui aussi au-dessus des partis, «le président de tous les Algériens».

Mais sur le plan économique, sur celui du niveau de vie en tout cas, les causes qui ont engendré les événements d'octobre 1988 et les luttes sociales qui ont ponctué l'année sont toujours là. Et peut-être encore aggravées.

Olivier BELIN

D'après les informations parues dans la presse algérienne, les mouvements de grève qui ont marqué la première semaine de la rentrée scolaire auraient été déclenchés sur un appel à la grève émanant d'une «Commission nationale pour le suivi de l'application du rapport final pour la réforme du système éducatif». Au bout d'une semaine cette «Commission» a appelé à la reprise des cours à partir du dimanche 30 septembre. Fortement inspiré par les courants islamistes, le «rapport final» en question, issu d'une réunion d'enseignants en juin dernier, revendiquerait notamment, d'après le résumé qu'en donne *El Moudjahid*, la fin du bilinguisme et l'enseignement du français comme langue étrangère, la fin de la mixité, la lutte contre l'absentéisme des femmes enseignantes, voire leur mise à la retraite proportionnelle, le remplacement de l'éducation politique par l'éducation islamique, etc.

Il est bien possible que les courants islamistes soient relativement influents dans le milieu enseignant. Mais les choses ne sont visiblement pas si simples que le prétendent ceux qui voudraient ne voir dans le mécontentement des enseignants que la manipulation par les milieux religieux les plus rétrogrades.

Interviewant des enseignants grévistes d'une banlieue d'Alger qui ont débrayé à la simple «rumeur» du mot d'ordre de grève lancé par la fameuse «Commission», le journal *El Moudjahid* du 26 septembre fait dire à l'un d'entre eux : «Nous persistons dans cette grève, tou-

jours sur la base de cette rumeur, car c'est un catalyseur comme un autre». Mais il explique ses raisons : «Nous demandons la réhabilitation du corps enseignant». Et l'un de ses collègues grévistes précise, parmi les raisons du mouvement dans son établissement, «la surcharge des classes, l'absence de laboratoires, de bibliothèques et autres équipements indispensables». *El Moudjahid* du 28 septembre cite aussi l'exemple de la grève dans le lycée technique d'Ak-bou, en Kabylie, «dont les revendications ne rentrent guère dans la plate-forme des doléances de ce comité».

L'hebdomadaire *Algérie-Actualité*, lui, donne de nombreux exemples de difficultés de cette rentrée scolaire : manque d'enseignants et surcharge des classes ; écoles où les bâtiments de nouvelles classes prévues ne sont pas finis et où il faut chercher des hébergements de fortune ; du matériel scolaire, tables, chaises, qui manque pour asseoir les élèves, etc.

Et l'autre raison du mécontentement, commune celle-là à tous les travailleurs, est évidemment le problème des salaires. *Algérie-Actualité* du 28 septembre, dans son éditorial pourtant tourné contre les grévistes et intitulé «L'école otage», reconnaît entre autres que «la revendication salariale est tout à fait légitime, vu le coût de la vie» (même si c'est pour expliquer ensuite que les enseignants devraient laisser au gouvernement le temps de lutter contre l'inflation, plutôt que de demander des hausses).

Alors le bruit d'un mot d'ordre de grève lancé pour le deuxième jour de la rentrée scolaire a peut-être servi de catalyseur, mais à un mécontentement visiblement plus large, et qui a de bonnes raisons de se manifester.

Mais aucun des partis nouvellement créés, pas même le PAGS (lui, nouvellement légalisé), n'a repris à son compte le mécontentement des enseignants, et encore moins leurs revendications salariales, justement parce qu'elles sont partagées par toutes les catégories de travailleurs.

Au contraire, on a vu le concert de tous les partis (sauf le FIS islamique !) condamner par des communiqués de presse les mouvements de grève, appelant les enseignants au calme. Le pompon de l'hypocrisie revenant comme il se doit au PAGS ; les autres partis, se revendiquant du

«libéralisme économique», n'ont guère besoin de se donner des prétextes pour être contre toute revendication sociale. Dans son appel au calme, le PAGS écrivait : «Tout se passe en fait comme si certains milieux cherchaient à nouveau à créer un climat de provocation, de diversion, de division et d'aggravation de la tension, au moment où notre pays et notre peuple ont besoin de mobilisation et d'unité pour faire face à la crise».

Tout se passe surtout comme si, face à tous ces partis qui ne rêvent que de devenir des appuis de Chadli, ce soit finalement le parti islamiste le plus rétrograde, le FIS, qui puisse seul se payer le luxe d'apparaître comme exprimant un peu les revendications sociales, le seul prêt à se donner une allure un peu contestataire. Et cela est gros de dangers.

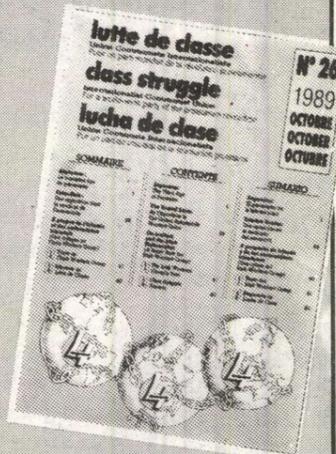
O.B.

LUTTE DE CLASSE N° 26

est parue

Au sommaire :

- Argentine : Le troisième âge du péronisme.
- États-Unis : Une opposition dans le syndicat de l'Automobile.
- A propos de l'Irlande et des nationalistes irlandais : une critique de l'Irish Workers Group et la réponse de *Lutte de Classe*.





MULHOUSE

LA 5^e SEMAINE DE GRÈVE

A Mulhouse, du jeudi 28 septembre au dimanche 1^{er} octobre, la fin de la semaine a été marquée par l'installation des grévistes dans l'occupation de la Forge. On amène télé, literie, de quoi manger. Mais tout est à l'initiative individuelle des grévistes, les syndicats sont remarquablement absents.

Quant aux visites de Krasucki, Lajoinie ou Kaspar, elles se sont passées dans l'indifférence. Personne ou presque ne s'est déplacé pour aller les écouter. De toute façon, de l'avis de la plupart, «ils n'ont rien dit».

Les cadres de leur côté ont arrêté leur harcèlement quotidien après leur provocation «foireuse» lors de la visite de Krasucki. Il était trop visible, même à la télévision, que le coup était monté et que la voiture de la CGT n'avait pas renversé le cadre soi-disant blessé.

Le week-end est seulement long, coincés du vendredi midi au lundi matin dans la Forge, puisque la direction contrôle les pourtours de l'usine et interdit, avec vigiles et chiens, toute entrée ou sortie des grévistes. Seuls les syndicalistes peuvent aller et venir librement.

Du côté de ceux qui travaillent

Pendant ce temps au travail, la direction continue à sortir des voitures qui sont de véritables poubelles. Sur la chaîne qui tourne réellement en Carrosserie, il sort quotidiennement par équipe 320 voitures au lieu de 368. Mais à l'une, il manque les freins, à l'autre les ceintures de sécurité. Ça ne fait rien,

on expédie quand même les voitures sur le train. Heureux acheteurs ! Le chef d'atelier, lui, s'astreint tous les jours à serrer les mains des ouvriers et à demander si ça va. Quelle joyeuse ambiance !

En ce qui concerne les intérimaires, la direction patauge de plus en plus dans l'illégalité. Ils remplacent des grévistes, leurs contrats sont renouvelés chaque semaine... et au bout la carotte ou le bâton. Celui qui bronche est viré immédiatement, pour les autres on fait miroiter l'espoir d'une embauche définitive. Le ministre du Travail a menacé, un inspecteur du travail que personne n'a vu serait paraît-il passé, mais aucun tribunal n'a donné 12 heures au patron pour se mettre en accord avec la légalité, comme par contre le tribunal de grande instance de Mulhouse l'a fait à l'égard des grévistes en leur demandant d'évacuer la Forge.

Quant aux quelques grévistes qui ont repris le travail, la direction leur propose de travailler jusqu'à minuit au lieu de 21 heures pour se refaire une santé financière. Seuls quelques-uns ont eu une augmentation : un moniteur de la ligne 3 a par exemple eu 380 F de plus par mois. Mais de toute façon l'ambiance est affreuse. Personne ne parle, on ne se regarde pas en face. Beaucoup espèrent encore l'occasion d'une visite des grévistes pour s'y mettre à leur tour.

Toujours des échos dans la région

Dans les usines de la région mulhousienne, la

discussion est alimentée par les péripéties de la grève Peugeot (13 000 salariés y travaillent en temps normal, dont 1 000 intérimaires, et nombreux sont ceux qui y ont fait un passage). Ce climat favorise de petits mouvements de-ci de-là. Ainsi vendredi 29 septembre et lundi 2 octobre, des ouvriers des équipes de jour de l'usine Cuirvres et Alliages (250 salariés) de Niederbrück débrayaient une heure pour 500 F par mois. C'est la réception de la dernière feuille de paie qui a mis le feu aux poudres. Un ouvrier, 10 ans d'ancienneté, avec 5 200 F, à 300 F de moins que l'année dernière pour le même mois. Des plus jeunes touchent 4 500 F-4 700 F, avec parfois deux samedis travaillés. Spontanément on se réunit : «C'est plus possible, on ne peut pas continuer comme ça». Et on débraye. Le surlendemain les syndicats arrivent : «On a obtenu des négociations». Affaire donc à suivre. Autre exemple : dans la vallée de Masevaux, des jeunes entendent dire que les syndicats vont venir organiser une collecte de solidarité avec les Peugeot. Les jeunes se réunissent et décident d'attendre les militants pour les aider. Mais personne ne vient...

Les grandes manoeuvres syndicales

Lundi 2 octobre, on apprend que la direction est prête à recevoir les syndicats à Paris. Les réactions

ne se font pas attendre. «C'est un pas, mais attention, pas question de reprendre tant qu'on n'a pas nos sous.» Et «on ne lâchera pas la Forge, tant que les négociations n'auront pas abouti à un résultat correct». Les syndicats annoncent qu'ils vont proposer 7 points à la discussion. Le premier : «une augmentation du taux de base». De combien : on ne sait pas. De toute façon, il n'y a pas de négociations. Calvet propose la levée des sanctions (125 procédures de licenciement mais ça augmente tous les jours) en échange de la levée de l'occupation de la Forge. Délai de réponse donné au lendemain.

Le mardi 3 octobre au matin, c'est le tollé. On a appris que FO à Sochaux marche et appelle à suspendre momentanément le mouvement jusqu'au rendez-vous du patron. Quand le représentant de FO Mulhouse veut prendre

la parole, les grévistes crient : «Dehors, ici on n'est pas à Sochaux, si tu lâches on te plonge la tête dans l'égout». Avertissement gratuit pour tout le monde. Du coup le langage des syndicats est particulièrement radical. Ce matin-là, ils disent, - FO compris - qu'ils ne lâcheront jamais.

Les ouvriers commentent : «Calvet nous prend pour des c... On s'est déjà fait avoir en libérant la Carrosserie en échange de négociations. Il n'y a rien eu. On ne se fera pas avoir deux fois».

Mais le mardi soir, nouvelle récurrence du patron - ou des syndicats, on ne sait pas très bien. Calvet en tout cas ne fait que repousser le délai de réflexion d'un jour. Il ne parle même pas de négociations, mais d'écouter les syndicats. Du côté syndical, on se raccroche à ce qu'ils appellent «une main tendue». Ils sont d'ac-

cord, mais ils proposent de neutraliser la Forge : ni grévistes, ni non-grévistes. C'est ce que les quatre syndicats défendront le mercredi 4 octobre à 5 heures du matin devant environ 700 grévistes. FO annonce ouvertement la couleur, mais devant les cris, CFTC et CFDT enrobent le morceau et la CGT se prononce pour l'occupation de la Forge mais aussi pour les propositions de Calvet. Comprenne qui pourra.

On reste à la Forge

Les syndicats proposent alors de voter «pour ou contre les négociations». Ils obtiennent les deux tiers des présents «pour les négociations». Mais l'autre tiers a bien compris qu'il s'agit en fait d'abandonner la Forge. - Ce sont les cris : «On reste ici». Les syndicats disent alors : «Que



Les représentants syndicaux reprennent leur dossier avant de s'en aller à l'issue de la réunion du 2 octobre à Paris où ils ont simplement écouté un discours de Calvet.

Rague/Camma



SOCHAUX

LA GRÈVE

TIENT BON

ceux qui veulent les négociations et abandonner momentanément la Forge jusqu'à l'ouverture des négociations» se mettent d'un côté, les autres de l'autre. Les grévistes se coupent en deux groupes à peu près égaux.

C'est alors qu'un responsable de la CFDT, un OS et un des leaders les plus populaires jusque-là, arrache son badge CFDT et crie qu'il ne faut pas lâcher la Forge. «Pas de vote maintenant, il y a des non-grévistes parmi nous» (et c'est vrai que la Forge se remplit peu à peu de non-grévistes). «Au micro, au micro», crient les ouvriers. Il se fait porter jusque-là et il propose d'organiser un vote à bulletin secret, mais seulement lorsque la direction et l'inspection du travail se seront engagés devant tous et la télévision, à ne pas réoccuper la Forge si les grévistes l'abandonnent momentanément. C'est approuvé aux cris.

Mais les syndicats commencent à organiser le vote à bulletin secret, ce sont alors des bousculades, le vote est arrêté. L'inspection du travail intervient et garantit... que la direction ne fera pas travailler avant le lendemain ! Rien de changé donc, mais cette fois, les syndicats posent la vraie question : «Qui est pour abandonner momentanément la Forge ?» - «qui est contre ?». 434 se prononcent pour le maintien

de l'occupation, 286 pour son abandon momentané. C'est l'explosion de joie des plus décidés, mais aussi la confusion. Les syndicats ne proposent plus rien...

Il y a un vide à la direction du mouvement. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui organisent l'occupation de la nuit. Les syndicats distribuent ce qu'ils ont appelé la «paye de grève» : de 100 F à 500 F suivant le nombre de jours de grève ; 1 300 grévistes se signalent. Mais là aussi, c'est la confusion et la tension monte. Peu arrivent à toucher leur argent tellement c'est mal organisé. «Veulent-ils vraiment nous le donner ?»

Pendant ce temps un petit groupe de femmes de grévistes, rejoint par des ouvrières en grève, tente de rentrer dans l'usine pour aider leurs maris à occuper la Forge. Cadres et gendarmes menacent, mais ce sont les militants CFTC et CFDT qui craquent. Au bout de 100 mètres de marche dans l'usine, ils disent «c'est illégal, ne venez pas». Les femmes répondent «on reviendra à 2000». En Forge, on apprendra plus tard cela, mais l'initiative est applaudie. En Forge on parle surtout de la décision du tribunal de Mulhouse : «Les flics interviendront-ils ?». De toute façon l'occupation de la Forge est revotée le jeudi matin : dans l'enthousiasme !

Correspondant LO

■ Démarrée le vendredi 8 septembre, la grève à Sochaux a tenu bon pendant sa quatrième semaine.

Vendredi 29 septembre, la détermination des quelque mille grévistes défilant dans les ateliers de Carrosserie était montée d'un cran. Les «suivettes» de la direction, recrutées parmi les techniciens, petits cadres, pour entourer les cortèges de grévistes étaient invectivées par un plus grand nombre de grévistes. Il faut dire que quelques «suivettes» commençaient à craquer, rompant parfois le silence qui leur est imposé par la direction, quand des grévistes les assaillaient de questions, sur leurs paies, leur rôle peu glorieux, voire sur leur anatomie généralement supposée défaillante quelque part.

On entendit un cadre, délégué CGC, dire : «J'en ai marre, ce n'est plus possible, ça devient intenable». D'autres s'inquiétaient ouvertement de ce que serait l'après-grève. Certains eurent des larmes aux yeux, d'autres baissaient honteusement la tête, bref, les grévistes sentaient qu'ils marquaient des points. Il faut dire que c'était le troisième jour où les grévistes de l'équipe du matin et ceux de l'équipe de l'après-midi se retrouvaient ensemble, faisant en quelque sorte la grève en horaire dit

«normal», de 7 heures à 16 heures.

Leur pression plus forte, concentrée autour des chaînes du secteur dit du «Montage-châssis», entraînait la perte d'environ 1 000 voitures/jour (sur les 1 800/jour en temps normal), à la grande satisfaction des quelque 1 500 grévistes qui participèrent aux différents cortèges de cette journée.

Moins de fatigue, meilleur rendement, les grévistes étaient contents de cette façon de faire. Leur nombre avait augmenté légèrement ce vendredi 29, bien que la plupart aient reçu leur feuille de paie amputée qui de 3 000 F, pour les plus engagés dans la grève, qui de 1 000 F ou de 2 000 F.

Les grévistes présents à l'assemblée générale en fin de journée votèrent dans l'enthousiasme la continuation de la grève pour le lundi suivant.

Pendant le week-end chaque gréviste reçut une lettre de la direction demandant fermement que personne ne vienne à l'intérieur de l'usine «illégalement», c'est-à-dire en dehors de ses horaires d'équipe. Cette lettre porta. Bien que les organisations syndicales aient demandé aux grévistes des deux équipes de continuer à venir se regrouper en un seul cortège de

7 heures à 16 heures, il n'y eut environ que 150 grévistes de l'équipe de l'après-midi présents aux côtés de ceux de l'équipe qui commençait la grève lundi 2 octobre. Tous furent interpellés par des chefs et des huissiers leur demandant de mettre fin à leur présence «illégal» dans l'usine.

A 500 grévistes de Carrosserie, même avec le renfort de 150 grévistes venus des autres secteurs, la pression autour des chaînes que la direction s'efforce toujours de faire fonctionner, redevint plus difficile à faire qu'avec un cortège d'un millier de grévistes. 3 chaînes sur 4 au «Montage-châssis» fonctionnèrent plus ou moins pendant la journée, et 2 sur 5 tournèrent en « finition », par saccades et à environ 80% de la capacité habituelle.

Calvet ouvre le dialogue à sa façon : de maître à serviteurs.

A l'annonce de la convocation par Calvet des 6 organisations syndicales présentes dans «ses» établissements, les grévistes ont été contents. Pas longtemps, et sans illusions. Contents parce qu'ils avaient le sentiment que Calvet finissait par changer d'attitude sous

la pression de la grève. Sans illusions parce que beaucoup savent, comme l'une des femmes de grévistes l'avait dit à l'émission de Claude Sérillon à Antenne 2, que Peugeot ne cède jamais rien sans lutte.

Le leader CGT mit d'ailleurs en garde contre toute illusion, réaffirmant ce qui était le sentiment général, c'est qu'il ne fallait pas relâcher la pression par la grève si l'on voulait avoir quelque chose. Beaucoup disaient «au moins 500 F». Des non-syndiqués, nombreux parmi les grévistes disaient : «Les syndicats vont discuter, mais on n'est pas représentés» ; d'autres, évoquant les différences de revendications avancées par les différents syndicats, voulaient que la CGT ne refuse pas la discussion même si Calvet proposait moins que les 1 500 F revendiqués par la CGT.

Peu étaient réellement choqués du fait que Calvet ait convoqué les 3 syndicats (CGC, CSL, CFTC) qui sont opposés à la grève, sur un pied d'égalité avec ceux qui sont à la tête du conflit.

Du point de vue de Calvet c'était logique puisqu'il demanda aux syndicats, en substance, de faire cesser la grève en échange de sa promesse de «dialogue».

C'était un marché de dupes que seul FO présenta le mardi 3 octobre au matin, à l'assemblée générale en Carrosserie,

(suite page 12)

PEUGEOT : LA GRÈVE TIENT BON (suite de la page 11)

comme une offre qu'il serait habile d'accepter. La CGT intervint en faveur du maintien de la pression par la grève et la perte de production causée par les cortèges, la CFDT suivit et le représentant FO fut copieusement hué quand il annonça l'intention de FO de suspendre sa participation à la grève.

Dans les rangs, des ouvrières, adhérentes FO et engagées dans la grève, ôtèrent leurs badges FO, trouvant "dégueulasse" la position de leur représentant syndical, et restèrent en grève. Seule une dizaine de militants FO se tinrent à l'écart du cortège qui partit tourner autour des chaînes, avec le même objectif, tenir, maintenir la pression pour contraindre Calvet à lâcher autre chose que des mots.

Quelques tâches de la grève prises en charge par des grévistes.

S'adresser aux non-grévistes de l'usine, plusieurs dizaines de grévistes l'ont fait chaque jour à l'aide de tracts qu'ils ont donnés dans les bus, ou qu'ils ont allés porter à plusieurs dans leurs secteurs respectifs lors des pauses. D'autres les ont distribués à la prise de poste dans les vestiaires ou simplement déposés là où les non-grévistes reviennent après le passage des cortèges de grévistes. La CGT a fait de même, citant Victor Hugo dans son tract : "Ceux qui vivent sont ceux qui luttent".

Jusqu'à présent ces différents appels répétés n'ont pas fait basculer dans la grève un nombre significatif de nouveaux travailleurs. Ils permettent néanmoins de vérifier que la grève, même minoritaire, garde la sympathie de beaucoup de travailleurs de l'usine.

D'autres équipes de grévistes ont pris l'habitude d'organiser chaque jour une visite à l'autres usines des environs de Montbéliard. Vendredi 29 septembre, 80 grévistes de Sochaux sont allés s'adresser à une usine Peugeot annexe de Sochaux, bien accueillis par les travailleurs et les militants CGT, dont deux déléguées du personnel qui avaient décidé de venir s'adresser le lundi suivant à l'assemblée générale de la Carrosserie.

Lundi 2 octobre, une soixan-

taine de grévistes sont allés rencontrer les travailleurs de l'Alsthom, à Belfort, à l'heure du repas, dans la cantine gérée par le CE (qui n'a pas pu faire autrement que laisser les grévistes de Sochaux manger gratuitement avec les travailleurs de l'Alsthom).

Le mardi, une soixantaine s'adressèrent aux travailleurs d'ECIA, à Beaulieu, lors du changement d'équipe à 13 heures et le lendemain, une autre équipe de 45 grévistes, parmi lesquels se retrouvent chaque jour de nouveaux participants, allèrent discuter à la prise de poste d'une autre usine Peugeot (effectif 300) des environs, là où 180 travailleurs ont commencé à débrayer la semaine dernière.

La décision des grévistes de Sochaux d'aller à Mulhouse.

Mercredi matin 4 octobre les nouvelles venant de Mulhouse préoccupaient davantage les grévistes de Sochaux que l'organisation, presque de routine, de leur propre cortège dans les ateliers de Carrosserie.

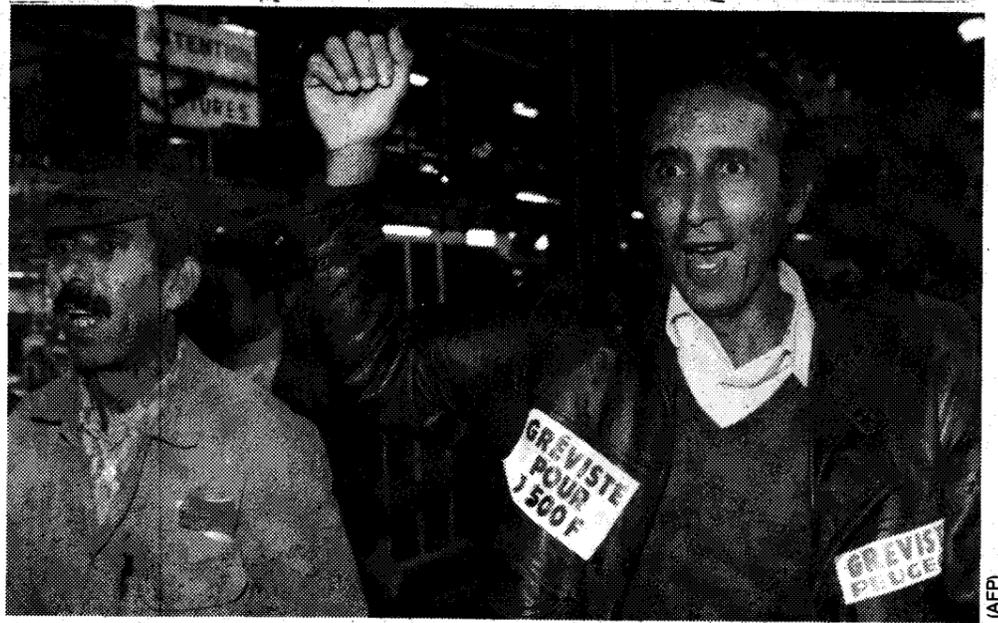
Dès la première assemblée générale du matin en Carrosserie, un délégué CGT, militant connu de Lutte Ouvrière, défendit la nécessité d'exprimer clairement que les deux grèves, celle de Mulhouse et celle de Sochaux, n'étaient qu'une seule et même grève, la nécessité d'aider les ouvriers de Mulhouse occupant la Forge à ne pas lâcher leur position de force contre de vagues promesses de "discussion". La grande majorité de l'assemblée étant favorable, la question se posait de décider quand il serait le mieux d'aller à Mulhouse, et comment. La question ne fut pas tranchée à cette première assemblée mais décision fut prise de trancher dans une nouvelle assemblée à 11 heures.

Par les radios locales, les nouvelles des votes successifs à la Forge de Mulhouse étaient suivies pas à pas. Dans les cortèges qui tournaient à différents endroits, l'idée d'y aller dès ce mercredi matin gagnait deux des trois cortèges. De leur côté, les dirigeants de la CGT, et ceux de la CFDT, contactaient les syndicalistes de Mulhouse et, bien que l'on ne sache pas ce qu'ils se sont dit,

il est facile de deviner qu'ils ne tenaient pas à une visite immédiate puisqu'ils mettaient tout leur poids dans le sens de l'abandon de la Forge pour remplir la condition que Calvet avait mise à l'ouverture de "discussions".

A l'assemblée de 11 heures, donc, la proposition d'un départ immédiat à Mulhouse ne fut pas adoptée face à la proposition de la CGT de Sochaux de bien organiser un déplacement à Mulhouse le lendemain, jeudi. Par "bien", le leader de la CGT entendait d'abord une entente avec les syndicats de Mulhouse qui proposèrent une manifestation commune Sochaux-Mulhouse en ville, sans donner à ce moment-là d'autre objectif précis qu'un lieu aussi éloigné que possible de l'usine de Mulhouse elle-même. Il entendait ensuite une bonne organisation du transport de plusieurs centaines, 6 ou 700 grévistes de Sochaux.

La majorité de l'assemblée décida donc de préparer cette manifestation pour jeudi 15 heures à Mulhouse et les pre-



mières listes d'inscriptions commencèrent aussitôt. La nouvelle du maintien de l'occupation de la Forge fut connue à 12 heures 45. Le cortège d'environ 500 grévistes reprit le chemin du "Montage-châssis" et de finition l'après-midi. Cortèges dans lesquels les cadres et les techniciens ont pour consigne de se mêler autant que faire se peut, avec un marquage particulièrement serré des habitués animateurs.

La direction n'abandonne pas toutes les tentatives qu'elle peut faire pour continuer à empêcher les grévistes de s'adresser aux non-grévistes ou de faire pression contre les "suivettes". Le même jeudi matin 5 octobre, la direction a même demandé à certains

chefs de bus qui conduisent les travailleurs à l'usine de ne pas laisser monter les grévistes connus, les empêchant ainsi de rejoindre facilement leurs camarades grévistes.

A l'assemblée générale du matin, le même jeudi, la CGT a rappelé le sens de la manifestation du jour à Mulhouse. Manifestation qui, du fait de la décision de Justice demandant l'évacuation de la Forge, s'est trouvée un objectif : le Palais de Justice de Mulhouse. La CFDT de Sochaux s'est désolidarisée de cette manifestation, prétendant qu'elle n'avait pas été consultée. Son orateur a expliqué que les initiatives devaient être discutées d'abord entre les organisations syndicales avant d'être soumises aux assemblées générales, ce

qui ajouta du tonus à tous ceux qui le huaient copieusement. Le comble fut atteint lorsqu'il s'embarlificota et dit que, ceci dit, "il n'excluait aucune initiative, ni personne". L'assemblée se gaussa de cette prétention affichée au moment-même où la demi-douzaine de militants de la CFDT s'excluaient eux-mêmes du fait d'une décision prise par l'assemblée unanime. Pour un temps, ces militants rejoignirent les militants de FO qui défendent en ce moment l'idée de poursuivre l'action sous la forme d'un débrayage d'une heure. Sans succès, car la grève continue comme elle le fait depuis maintenant quatre semaines.

Correspondant LO

Citroën Saint-Ouen **LES ENFOIRÉS** SIGNER POUR CALVET ? NON MAIS...

A Citroën Saint-Ouen, le soir du lundi 2 octobre, la direction a envoyé les chefs au charbon pour faire signer une pétition de soutien à... Calvet. « Dans ces moments où vous êtes victime d'attaques personnelles, nous vous assurons de notre soutien... ainsi qu'en toutes circonstances ».

A dix ouvriers réunis pour cela dans un bureau du contremaître, le chef, pas fier, les mains tremblantes, dit : « Ceux qui ne veulent pas signer, peuvent sortir ». Aussitôt deux ouvriers sortent, suivis des huit autres. Dans tous les secteurs d'Outillage et de Maintenance, les chefs restent bredouilles. Les réflexions fusent : « C'est un vrai scandale. Du jamais vu, soutenir le patron et ses 46 % alors que nous n'a rien ». « Mais pour qui nous prennent-ils ? » Un chef dit : « On avait pensé forcer les gars à signer, mais

finalement, c'est comme vous voulez ». Un autre chef se fait traiter « d'enc... » sans oser réagir.

A chaque refus, les chefs regardent leurs godasses et s'en vont malheureux. Aux Presses, par contre les signatures sont extorquées par la menace et sans laisser les signataires voir le texte qu'ils « signent ».

A partir du lendemain, une autre pétition a fait son apparition, avec beaucoup plus de succès, celle des trois syndicats, CGT, CFDT, et FO, pour le soutien aux grévistes et la demande d'une augmentation importante des salaires.

Mais la colère contre la tentative de pétition de la direction est large, et le capital de sympathie que les ouvriers ont pour les grévistes de Peugeot a augmenté de plus 46 %.

Correspondant LO

Dans les
entreprises

A la suite de la catastrophe de la Gare de Lyon

SNCF

ON INFULPE LES LAMPISTES !

Après l'accident, les secouristes sont parvenus à séparer les 2 trains.

Plus d'un an après la catastrophe de la Gare de Lyon, le 27 juin 1988, qui avait fait 56 morts et 43 blessés, la justice vient d'inculper Daniel Saulin, le conducteur du train fou, et André Fouquet, le chef du train qui était en gare et a été percuté. Ce serait là, paraît-il, la conclusion logique de l'examen par le juge du rapport des experts expliquant les causes de la catastrophe. Tandis que la direction de la SNCF elle, n'est pas mise en cause !



Pas étonnant alors que dès les deux inculpations connues, l'indignation se soit immédiatement exprimée parmi les cheminots de la Gare de Lyon, et en particulier parmi ceux, conducteurs et agents de train, de la banlieue. Il est évident pour tous qu'une fois de plus, ce n'est pas à la direction de la SNCF, au ministère de tutelle ou même au niveau du gouvernement que la justice va chercher les coupables : elle va les chercher du côté des travailleurs, des cheminots, sur lesquels on voudrait se décharger de toutes les responsabilités. Et elles sont lourdes et nombreuses.

D'ailleurs, au lendemain de la catastrophe, une commission d'enquête du ministère des Transports avait relevé, parmi les causes de l'accident, «les difficultés d'exploita-

tion», la complexité du règlement, les défaillances techniques. Elle n'était bien sûr pas allée jusqu'à mettre en cause les réductions d'effectifs, les négligences et les économies organisées en haut lieu en matière d'entretien des rames et des freins en particulier. Mais elle n'avait officiellement rien retenu qui accusât formellement les cheminots.

Aujourd'hui, les mois ont passé. Curieusement, la justice ne trouve à s'en prendre qu'à deux cheminots, en oubliant la direction. De son côté, la SNCF espère peut-être que la colère et l'indignation sont suffisamment émoussées parmi les cheminots et qu'elle peut faire des boucs émissaires de nos deux camarades, en toute impunité.

Elle se trompe lourdement. Le 4 octobre, dès le lendemain de l'inculpa-

tion, sur la banlieue, les cheminots ont répondu massivement à l'appel CGT-CFDT à faire grève. La matinée, la gare souterraine, de sinistre mémoire, était totalement silencieuse et les banlieusards, informés des raisons de notre grève, compréhensifs.

Nous avons voulu par là marquer le coup, au lendemain de l'annonce des deux inculpations. Mais nous savons aussi parfaitement que cela ne suffira pas pour défendre nos deux camarades. Car le procès qui s'annonce doit être celui, public, de la direction de la SNCF et du gouvernement, c'est-à-dire en fait des vrais responsables, par leur politique d'austérité et d'économies sur le personnel et le matériel, de ces dizaines de morts et de blessés graves.

Correspondant LO

Région Paris-Montparnasse

LE NETTOYAGE EN GRÈVE

Lundi 2 octobre, les grévistes de l'entreprise STI, qui assurent le nettoyage des locaux et des trains sur les sites ferroviaires de la région Montparnasse (Trappes, Gare Montparnasse, Châtillon), s'étaient donné rendez-vous aux ateliers du TGV A de Châtillon pour y manifester.

Depuis le 21 septembre, ils sont environ 400 en grève pour une augmentation de salaire de 100 F tout de suite, puis 100 F de plus en octobre et 200 F de plus pour début 1990.

Beaucoup d'entre eux ne gagnent que 4 200 F net par mois.

Le nombre et la détermination des grévistes, lors de la manifestation qui a eu lieu dans le périmètre où sont nettoyés les TGV, ont été remarqués des cheminots. Ceux-ci donnaient raison aux grévistes. Les patrons de l'entreprise, qui encadraient les manifestants à la manière Peugeot, avaient plutôt l'air ridicule avec leurs beaux costumes et leurs talkies-walkies.

Jeudi 5 octobre la direction, après avoir essayé de convaincre les grévistes que, la SNCF ne lui ayant encore pas donné un sou, elle ne pouvait rien leur verser, a proposé quelques petites choses : une augmentation de 50 F et la vague promesse que pour l'avenir on verrait, ainsi que deux jours par mois de congé supplémentaire pendant six mois.

Ça n'était pas grand-chose mais les grévistes, après 15 jours de grève, décidaient de reprendre le travail.

Air France (Orly)

LE MÉCONTENTEMENT EN PRIME

Il suffit parfois de peu, dans la période actuelle, une petite prime accordée à quelques travailleurs et pas à d'autres par exemple, pour que la température monte dans toute une entreprise. C'est ce qu'a pu constater à ses dépens la direction d'Air France ces deux dernières semaines.

Deux semaines pendant lesquelles on a, à Air France comme ailleurs, beaucoup parlé de la grève Peugeot, de la feuille de paie de Calvet et des 1500 F pour lesquels, l'an dernier, des débrayages avaient eu lieu pendant environ 3 mois.

Au départ donc, une petite prime de 357 F par mois. Jusqu'au 21 septembre elle était accordée, entre autres, aux mécaniciens-avions travaillant en piste. Mais ce jour-là, la direction décidait, après une entrevue avec le SNMSAC (syndicat corporatiste), de l'étendre

aux autres mécaniciens-avions, ceux qui travaillent dans les hangars. D'un seul coup, Air France estimait donc que ce n'était pas 100 mais 400 travailleurs qui avaient droit à cette prime dite de «tâche spéciale».

La direction cherchait ainsi à faire d'une pierre deux coups : tout en donnant un peu de «grain à moudre» (et un petit coup de pouce aussi, à quelques semaines des élections professionnelles) à un syndicat parmi d'autres, elle relevait un peu le salaire d'embauche de ces ouvriers professionnels qu'elle a

du mal à recruter en ce moment et qu'elle a besoin de retenir.

Seulement voilà, elle n'avait pas prévu que dans le reste de la GV (la division concernée - 1400 personnes) un sentiment d'injustice allait s'emparer des chaudronniers, menuisiers, selliers, OS. Un premier débrayage d'une heure eut lieu, presque aussitôt la nouvelle connue.

Dans les autres divisions d'Orly-Nord, l'information circulait également très vite. L'incrédulité cédait rapidement la place à l'indignation : «Ne faisons-nous pas tous à la DN une tâche spéciale ?»

Après un second débrayage à la GV, mardi 26, la direction étendait encore sa prime à 200 travailleurs supplémentaires : «tous ceux qui travaillent sur avions». Restaient tous les autres. Et le lendemain, 400 travailleurs des différentes divisions se réunissaient et manifestaient dans l'entreprise. Il y avait de l'ambiance.

Dans les différentes assemblées tenues alors, et depuis, on a parlé autant des 1500 F que de la prime. Quelquefois pour les opposer. «La prime divise» insistait par exemple la CFDT «ne

parlons que des 1500 F» (mais elle ne disait pas comment les obtenir). La CGT, elle, proposait de réclamer l'extension de la prime à tous (en parlant d'ailleurs de l'intégrer au salaire) : «Ce sera un acompte sur les 1500 F» qu'elle revendiquait également.

La direction, inquiète, a demandé à ses cadres petits et grands d'assister aux nouvelles réunions qui se tiendraient et de bien écouter... On ne sait jamais, l'affaire pourrait avoir une suite.

Correspondant LO

Biscuits Belin (Evry - 91)

BASSE VENGEANCE D'UN PATRON

Sans que rien l'annonce, la direction des biscuits Belin, à Evry, a soudainement engagé une procédure de licenciement avec mise à pied conservatoire contre un travailleur de la chaufferie, militant CGT.

Pour toute explication, la direction affirme qu'on lui aurait rapporté des propos de ce travailleur qu'elle aurait estimés dangereux pour la bonne marche de l'entreprise. Aucun fait, aucun acte pour étayer cette provocation : seulement deux prétendus témoins, qu'elle garde toutefois pour le

moment bien cachés dans ses placards !

Au-delà de cette crapulerie qui vise à jeter dehors un travailleur, le patron tient à faire planer, à tout moment et selon son bon plaisir, la menace de licenciements individuels, quel que soit par ailleurs le prix à payer pour elle devant les tribunaux.

La direction n'a toujours pas digéré la grève qui a bloqué l'usine pendant huit jours en décembre 1988, juste avant les congés de fin d'année. Elle a dû reculer sur les salaires et depuis, dans l'usine, plus rien n'est comme

avant. La grève est encore très présente dans les esprits et dans les discussions de ceux qui y ont participé. Et nous sommes nombreux à penser et à dire qu'il faudra remettre ça.

Une cinquantaine d'entre nous, certains en débrayant à l'appel des syndicats de l'usine, sont venus accompagner leur camarade de travail à l'entretien préalable.

La direction n'avait certainement pas prévu cela dans son scénario. Si elle a voulu tester la solidarité ouvrière, elle a encore du souci à se faire.

Correspondant LO

Ferembal (Roye - Somme)

ESTROPIÉ POUR LE PROFIT

Un jeune ouvrier saisonnier va perdre le fonctionnement de sa main à la suite d'un accident. Il travaillait à la fabrication «boîte tine» (boîtes métalliques pour les gâteaux) de l'usine Ferembal de Roye. A l'évidence, il n'y avait pas la sécurité suffisante sur la presse : il n'existait qu'un carter de protection. Si une cellule photo-électrique coupe bien le groupe hydraulique de la presse, elle n'arrête pas pour autant l'amenage de la matière.

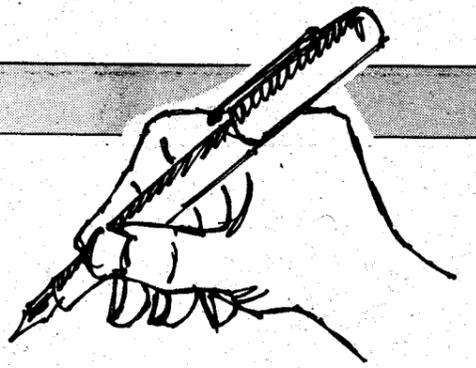
Le patron prétendra sans doute que le carter n'était pas en place sur la machine, pour accuser l'ouvrier. Il n'empêche que

la direction a procédé à un arrêt total d'une journée au moins pour remettre des sécurités sur l'ensemble des machines, ce qui ressemble fort à un aveu.

Chez Ferembal, il faut produire, toujours produire, avec des ouvriers à qui on ne montre que les boutons sur lesquels il faut appuyer. Ce sont souvent des ouvriers saisonniers, sur qui la direction exerce le chantage du renouvellement du contrat. Il est ainsi arrivé que des ouvriers, avec ce genre de contrat, travaillent sans s'arrêter 11 h par jour de 5 h du matin à 16 h. Et le contrat définitif, lui, ne vient jamais.

A cela, que l'on soit saisonnier ou «permanent», il faut ajouter le travail fréquent du samedi et du dimanche, le bruit à 95 décibels dans les oreilles, les armoires électriques qui ne sont pas fermées et la pression permanente pour produire davantage.

Il faut vraiment avoir toute la morgue d'un directeur pour dire à la famille de cet ouvrier, blessé à vie, que c'est dommage, car il était sur le point d'être embauché ! Comme si ce ne serait pas la moindre des choses que Ferembal embauche ce travailleur et lui paye un salaire décent... sans compter les dommages et intérêts.



Nos lecteurs
nous écrivent

À PROPOS DES QUOTAS LAITIERS

Je voudrais apporter un complément à l'article de LO du 23 septembre sur «Les quotas laitiers, un coup en vache», avec lequel je suis d'accord mais qui ne se place que du point de vue des travailleurs des villes.

Or il faut dire que la plupart des paysans vivent difficilement de leur travail et donc ne sont pas responsables des prix à la consommation. Productrice de lait, je peux dire que ce n'est pas nous qui fixons les prix à la production, mais les firmes. Les petites structures sur lesquelles nous sommes contraints de travailler ne permettent pas une réelle modernisation. Il s'ensuit des conditions de travail souvent difficiles, car nous ne pouvons pas acquérir les matériels nécessaires.

Les techniciens et autres environnements socio-économiques tentent de nous faire croire que nous sommes plus libres et indépendants que les ouvriers. Mais nous devenons de plus en plus des travailleurs à façon. On nous impose des normes de production très précises. Par exemple pour le lait : 38‰ de matière grasse, 32‰ de matières protéiques, moins de 100 000 germes/cm³, etc. ; et la liste est longue. Et au-dessous de ces normes, qui sont difficiles à respecter, il y a des réactions importantes sur le paiement.

Les quotas laitiers, qui avaient pour but de «restructurer» la production, ont effectivement permis d'éliminer les producteurs «non rentables». Et ce sont les coopératives et autres industries laitières qui ont fait la sélection, en répartissant les quotas de production aux agriculteurs les plus compétitifs.

Quant aux producteurs de viande, avec lesquels on tente de nous diviser, ils ne sont pas mieux nantis. Car il faut savoir que l'approvisionne-



Les veaux s'engraissent, mais pas autant que les capitalistes de l'agroalimentaire.

ment en viande des supermarchés se faisait avant les quotas laitiers à 60 % par les vaches de réforme, sous-produit du lait et donc viande moins chère à produire. L'abattage massif au moment des quotas, en détruisant une partie du cheptel laitier, conduit aujourd'hui à la rareté de la vache de réforme laitière et au remplacement par les races à viande, qui coûtent plus cher à produire. Ces races à viande, qui avaient vu leurs cours s'effondrer (1984-88) au moment des quotas laitiers (abattages massifs), sont en reprise actuellement. Mais la reprise des cours à la production ne permet souvent que de sortir à peine un SMIC sur une exploitation, avec un travailleur et demi.

C'est ainsi que les firmes, relayées par l'Etat, organisent la rareté, et pourquoi pas un jour la pénurie, pour compresser les prix à la production et les laisser libres à la

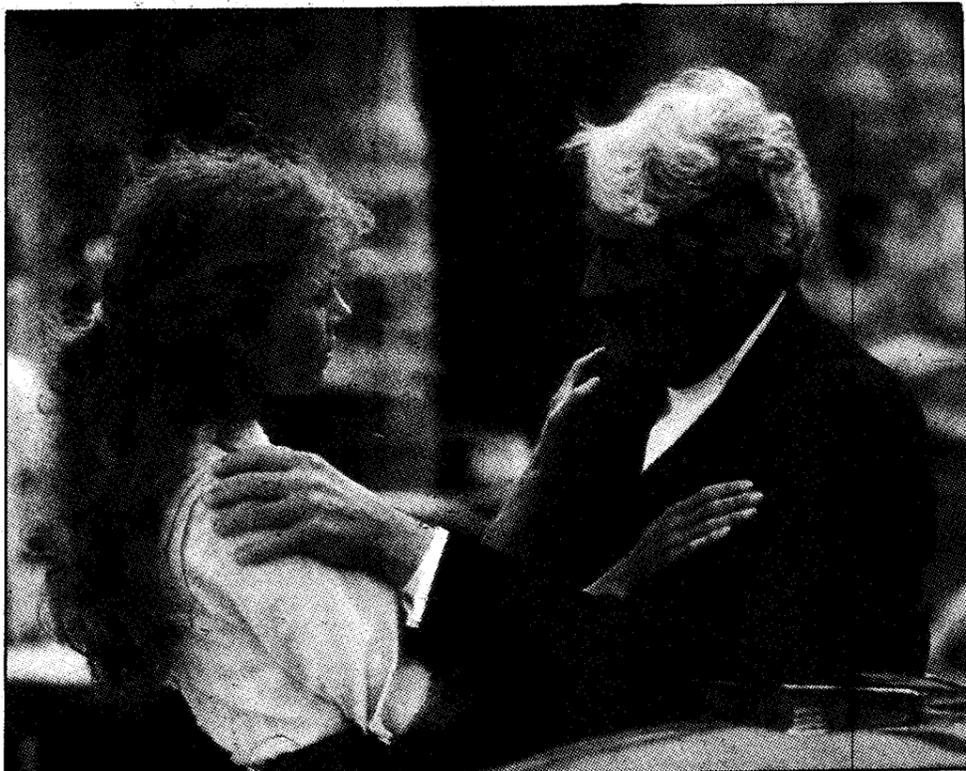
consommation, concourant à diviser les travailleurs des villes et des campagnes, et aussi éleveurs laitiers et producteurs de viande. Pourtant nos intérêts sont les mêmes : nous sommes exploités par les mêmes firmes agro-alimentaires.

S.M. (Allone - Charente)

C'est vrai, le capital a trouvé le moyen de soumettre aussi bien les travailleurs «dépendants» des villes que les travailleurs «indépendants» des campagnes, réduits, comme le dit notre correspondant, au rôle de travailleurs à façon à qui on ne laisse qu'une fiction d'indépendance. Fiction qui permet d'ailleurs de leur faire endosser tous les risques inhérents à l'exploitation agricole ou au marché, tandis que le capital des firmes agro-alimentaires, lui, est assuré de son profit quoi qu'il arrive.

OLD GRINGO

de Luis Puenza
avec Gregory Peck et Jane Fonda



Voilà un film qui nous entraîne au cœur de la révolution mexicaine, au début de l'année 1914, à la suite d'une vieille fille américaine, lasse de jouer chez elle les filles de bonne famille, et d'un vieux journaliste anti-conformiste, américain lui aussi, qui espère mourir dans la révolution plutôt que de vieillir ou de mourir.

Ces deux-là vont se retrouver, la première à son corps défendant (au début !), le second de plein gré, à participer, à la suite d'un jeune général de l'armée révolutionnaire, à la prise de l'hacienda Miranda (appartenant à la famille de grands propriétaires terriens du même nom) et à la vie des paysans qui vont l'occuper.

Certaines scènes de bataille sont dignes des meilleurs westerns ; le désordre de l'installation des paysans dans l'hacienda, savamment orchestré ; celui des fêtes, bien réglé ; les paysages sont magnifiques... et il ne faut probablement pas chercher trop de vérité historique dans ce

film.

Pourtant, le film nous montre aussi l'élan de cette révolution mexicaine, vue par des Américains sans œillères, qui sont venus au Mexique pour «changer leur vie» et qui comprennent que ces hommes et ces femmes, eux, «veulent changer leur monde» et qu'ils ont raison. Il nous montre aussi la légitimité de ce que voulaient les paysans : la fin de l'oppression, la liberté, la dignité et surtout la terre. Le conseil lancé par un de ses compagnons au jeune général installé dans un wagon de chemin de fer sur l'hacienda qu'il n'arrive pas à quitter, «Rappelle-toi : il ne faut jamais retourner là où

CINÉMA PARADISO

de G. Tornatore
avec Philippe Noiret

Un petit village de Sicile, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Tous y vivent durement, péniblement, d'une terre difficile. Mais le soir, tout s'éclaire et se métamorphose, grâce à ce «Cinéma Paradiso» que le village a le grand privilège de posséder, planté en plein cœur !

Devant sa lanterne magique défilent pour les villageois stupéfaits Jovet, Gabin, Lauren Bacall, Cary Grant et tant d'autres, venus comme d'une autre planète raconter

leurs aventures dans ce coin perdu de Sicile. Les éclats de rire succèdent aux fleuves de larmes. Et c'est pour cela que tous franchissent le seuil du cinéma qui ouvre les portes du pays des merveilles.

A travers son histoire, le metteur en scène a voulu rendre un hommage au cinéma et nous faire partager l'amour qu'il lui porte. Il le fait au fil de l'amitié qui se noue entre le faiseur de miracles, celui qui commande aux images, et un enfant insolent, amou-

reux de ces images. Entre ce grand gaillard d'Alfredo, campé par Noiret, et le jeune garçon, Salvatore, l'amour commun pour le cinéma tisse des liens définitifs que ni le temps ni la distance (lorsque le garçon devenu jeune homme quitte le village) ne peuvent rompre.

C'est sympathique, très bien joué et souvent «merveilleux», même si parfois le metteur en scène tire avec un peu d'insistance sur la corde sentimentale.

L.P.

on est né», devient comme le symbole de ce qu'était cette armée de paysans, dont la principale ambition était de gagner la terre qu'ils estimaient leur appartenir, de ces bandes brouillonnes, quelquefois cruelles mais si chaleureuses, qui avaient du mal à obéir à un commandement central.

Cependant, *Old Gringo* n'est pas exactement un film sur la révolution mexicaine. C'est surtout l'histoire de deux hommes et d'une femme, des liens d'estime et d'amour qui se tissent entre eux. Le vieux journaliste est interprété par un Gregory Peck vieilli et truculent, aimant tou-

jours la vie et les femmes mais se sacrifiant pour que le jeune général Arroyo parvienne à reprendre son élan de révolutionnaire. La «gringuita», Jane Fonda, d'étonnement en compréhension, ouvre tout le long du film grand ses yeux... et sa bouche, comme le lui fait gentiment remarquer l'un de ses amoureux. Le jeune général métis, fils d'une paysanne violée par le grand propriétaire Miranda, a quelques états d'âme... mais beaucoup de bravoure...

On s'attache aussi à tous les Mexicains dont ils partagent la vie et les espoirs, même à ceux qui n'interviennent que dans une scène du film.

Jane Fonda a, dit-elle dans ses interviews, passé plusieurs années à réunir les fonds nécessaires à la production de ce film, adapté du roman de même titre écrit par Carlos Fuentes. L'auteur avait laissé vagabonder son imagination autour de la disparition mystérieuse, en pleine révolution mexicaine, du journaliste Ambrose Pierce. Luis Puenza, cinéaste argentin connu en France pour son film *L'histoire officielle*, l'a mis en scène. L'un dans l'autre, naïvetés hollywoodiennes, moments de panache et scènes tragiques compris, c'est un bon film.

Sylvie FRIEDMAN

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
**LUTTE OUVRIÈRE -
BP 233 - 75865
PARIS CEDEX 18 -
FRANCE.**

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

- à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL ET VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

5-6 octobre 1789

Comment les événements des 5 et 6 octobre apparurent dans l'imagerie de l'époque : les femmes du peuple et la reine face à face.

Ce "second accès de révolution", que réclamait le populaire journaliste parisien Loustalot à la fin de septembre 1789, se produisit les 5 et 6 octobre : journées mémorables, initiative des femmes du Paris populaire... et armé.

Ce n'était pas par hasard si la monarchie absolue avait préféré, depuis un siècle, tenir ses quartiers à soigneuse distance de ce Paris populaire. Le fait que le roi fut obligé de venir résider désormais

sous son contrôle rapproché fut un événement lourd de signification.

Il le fut aussi pour cette autre raison que, à la suite du roi, l'Assemblée et l'ensemble des dirigeants politiques bourgeois, durent se déplacer eux aussi à Paris, où ils allaient être dorénavant soumis à l'intervention et à la pression directes du peuple des sans-culottes, chaque fois que celui-ci se mobiliserait.

«SECOND ACCÈS DE RÉVOLUTION»

L'impuissance des parlementaires

Depuis ses grandes heures de la nuit du 4 août et de la Déclaration des droits de l'homme (26 août), l'Assemblée semblait à nouveau dans l'impasse, en panne d'initiative, dans son face-à-face avec Louis XVI.

Dans leur recherche d'un compromis constitutionnel acceptable par le roi, la majorité des députés lui avaient accordé un large droit de veto sur leurs décisions. Et "Monsieur Veto", comme la population parisienne n'allait pas tarder à le baptiser, faisait usage de ce droit : il refusait obstinément d'accorder sa royale sanction aux arrêtés du 4 août et à la Déclaration des droits.

Ce n'était pas par leurs discours que les parlementaires pourraient contourner la difficulté ! Qui plus est, Louis XVI appelait à ses côtés gentilshommes et officiers fidèles. Le 23 septembre, mille hommes du régi-

ment de Flandre lui arrivaient en renfort. La nouvelle provoqua une vive agitation à Paris.

On craignait un complot des aristocrates et de leurs amis les princes. D'autre part, depuis le 4 août, une certaine fermentation dans les différents corps de métiers entraînait des attroupements de garçons tailleurs, perruquiers, cordonniers, bouchers, etc. Et surtout il y avait le problème du pain, qui était rare, et cher. Les délégations de femmes se succédaient à l'Hôtel de Ville pour se plaindre de la longueur des queues aux portes des boulangeries. Ainsi se trouvèrent mêlées la revendication du pain, la riposte aux menaces de réaction et d'hostilité au veto royal.

A la cour de Versailles, pourtant, on semblait croire que l'heure de la revanche approchait. Marie-Antoinette et ses amis ne reculèrent pas devant la provocation qui consistait à insulter la cocarde tricolore, au cours d'un banquet donné en l'honneur du régiment de Flandre.

Le matin du 5 octobre, à l'initiative des "dames de la Halle", marchandes et revendeuses, plusieurs milliers de femmes s'assemblèrent et forcèrent l'entrée de l'Hôtel de Ville, s'emparant d'armes et de munitions, y compris de canons. Après quoi, ayant placé à leur tête Maillard et quelques autres "anciens combattants" de la Bastille, elles se mirent en marche pour Versailles.

De son côté, la Garde Nationale, pressée de toutes parts, houspillée, réussit dans l'après-midi à obliger La Fayette, sous menace de la lanterne, à se mettre à sa tête pour se rendre à son tour à Versailles.

C'est Maillard qui parla au nom du cortège des femmes à la barre de l'Assemblée : "Nous sommes venues à Versailles pour demander du pain, et en même temps pour faire punir les gardes du corps qui ont insulté la cocarde patriotique".

Le président de l'Assemblée, le très modéré Mounier, allait connaître une rude soirée ! Expédié en délégation au château, il y fit antichambre pendant cinq heures, conjurant les



Les femmes s'en mêlent...

ministres de convaincre Louis XVI de lever enfin son veto, tandis que Louis XVI, lui, songeait à fuir. Finalement, alors qu'à l'extérieur des coups de feu commençaient à s'échanger entre gardes du roi et volontaires de la Bastille, et que l'on annonçait l'arrivée d'un nouveau cortège de Paris, le roi finit par "craquer". Et c'est ainsi que l'abolition des droits féodaux et la Déclaration des droits de l'homme furent imposées.

La salle de l'Assemblée nationale était cependant envahie par les femmes, qui réclamaient séance tenante une loi ordonnant la diminution du prix des denrées et s'installaient dans les lieux - jusque dans le fauteuil du président. Lorsque celui-ci revint et annonça que le roi avait signé, certaines lui dirent : "Mais, Monsieur le président, cela sera-t-il bien avantageux ? Cela fera-t-il avoir du pain aux pauvres gens de Paris ?". Sans doute pensaient-elles qu'avoir le roi sous la main était une méthode plus sûre pour cela... Et d'autres n'étaient pas sans méfiance vis-à-vis de Mounier lui-même : "Plusieurs m'exprimaient, a-t-il raconté plus tard, leurs

regrets de ce que j'avais défendu ce « vilain Veto » (ce sont leurs expressions) et me disaient de bien prendre garde à la lanterne".

Au petit matin, le 6 octobre, la foule, massacrant un certain nombre de gardes du corps, envahit le château jusqu'aux appartements royaux. Le roi tenta encore d'échapper au transfert à Paris, symbole pour lui de la chute de la royauté, en priant l'Assemblée de venir se réunir au château. L'Assemblée hésita bien un peu, mais elle était elle aussi sous haute surveillance populaire. Et c'est escorté par une centaine de députés et par une foule de 20 000 à 30 000 personnes que le roi fut amené à Paris.

☆☆☆

Contraint de se soumettre à la volonté populaire, contraint d'entériner les décisions de la Constituante, Louis XVI dut feindre la collaboration pendant un temps, et les représentants de la bourgeoisie gagnèrent une marge de manœuvre qui leur permit de gouverner et réorganiser le pays selon leurs vues.

Mais cette victoire politi-

que, c'étaient les femmes du peuple qui l'avaient emportée, par leur intervention. Les dirigeants politiques le constatèrent et, plus qu'au 14 juillet, beaucoup de Constituants en restèrent définitivement effrayés.

150 députés prirent alors des passeports pour fuir. Mounier abandonna l'Assemblée et se réfugia dans son Dauphiné natal. Les autres se raccrochèrent plus que jamais à la monarchie, comme garant de l'ordre. Les ténors, Mirabeau, La Fayette, n'eurent de cesse de rendre force au pouvoir exécutif, de "relever le roi". On cultiva la fiction selon laquelle Louis XVI était venu aux Tuileries de son plein gré.

Quant à l'Assemblée, installée le 19 octobre, il ne lui fallut que trois jours pour décréter la loi martiale contre les attroupements populaires. Et le 22 elle entamait le débat sur sa conception de la citoyenneté, qui allait aboutir à exclure les pauvres - et toutes les femmes - des droits politiques. La Révolution n'était pas finie en 1789 : il en faudrait d'autres "accès" !

Christiane LE GUERN